



# LA FINANCE DURABLE

## VINCENT BIGNON

CHERCHEUR SÉNIOR À LA BANQUE DE FRANCE

CONSEILLER DU DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION BANQUE DE FRANCE

PROFESSEUR ASSOCIÉ UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE -- AMSE

# DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE, ÉCONOMIE ET FINANCE DURABLE

## • Deux points de départ:

- Mark Carney : la tragédie des horizons
- Accords de Paris de 2015

## • Finance verte:

- L'ensemble des opérations financières soutenant le développement durable, notamment en favorisant la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique.
- La finance verte entre dans le champ plus large de la [finance durable](#), aux côtés de la [finance solidaire](#) et la [finance responsable](#).

## • Prendre en compte l'impact global du dérèglement climatique sur l'activité et les prix:

- Dans quel sens? Augmentation des prix? Baisse des prix?
- Rôle des catastrophes naturelles (événements météo-climatique extrêmes) et de la transition vers une économie bas-carbone?

## • Les acteurs de la finance verte

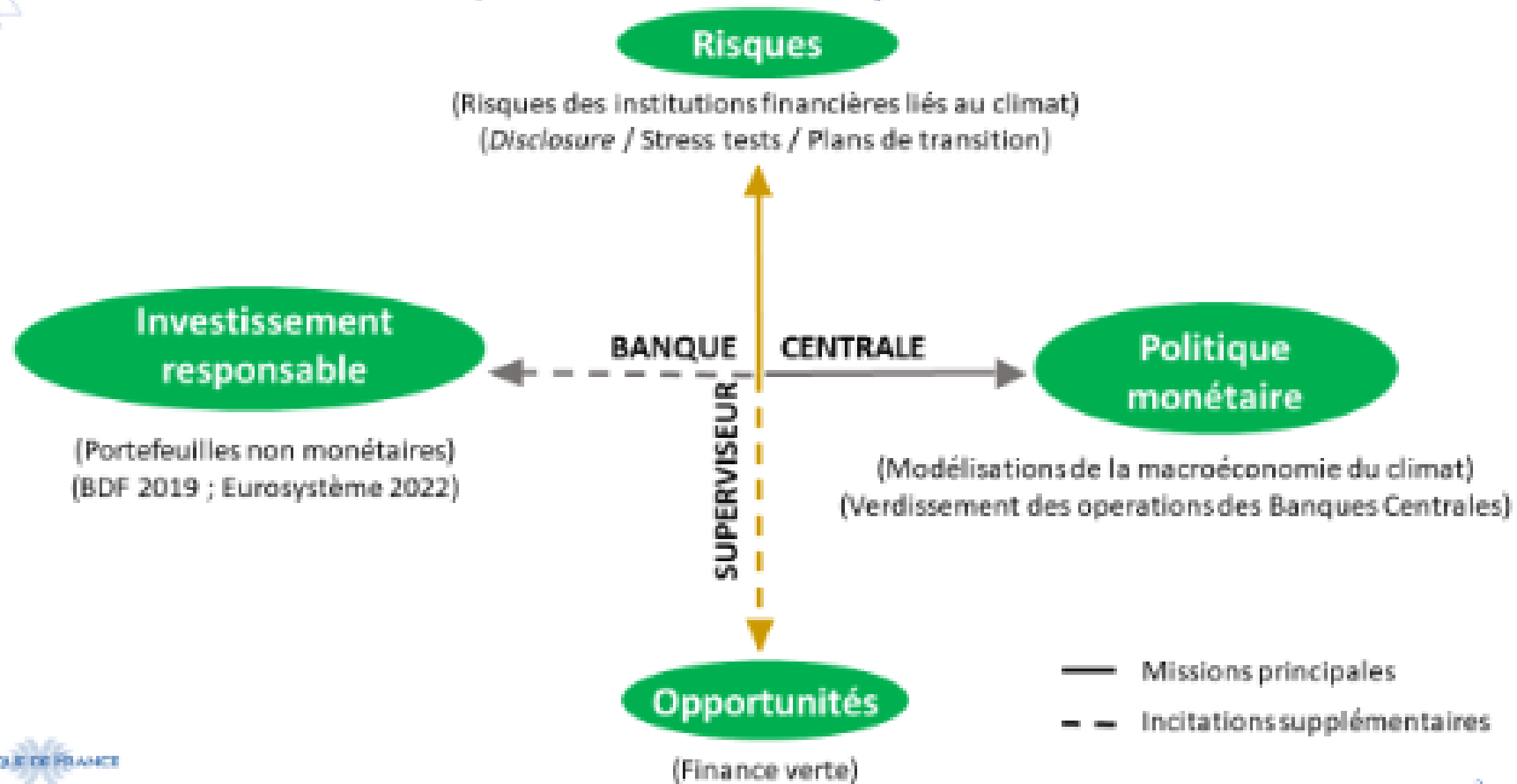
- Financement par les banques/assurances
- Financement par les marchés financiers
- Rôle des épargnants et des entreprises
- Rôle des ONG/associations/de la société civile

Pour aller plus loin : <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/la-finance-verte>  
<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/finance-durable>

# LE RÔLE DE LA BANQUE DE FRANCE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE



## NOS MISSIONS : CE QUE NOUS POUVONS, ET DEVONS FAIRE



# PLAN DE LA PRÉSENTATION

PARTIE 1: L'économie face au choc climatique

PARTIE 2: Le risque de transition et l'indicateur climat développé à la Banque de France pour les entreprises

PARTIE 3: Quel impact du dérèglement climatique sur l'inflation?

PARTIE 4: Finance durable et investissements verts

# 1

## L'ÉCONOMIE FACE AU CHOC CLIMATIQUE

# QUELS IMPACTS DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE SUR L'ÉCONOMIE?

- **RISQUE PHYSIQUE**

- Correspond aux pertes directes associées aux dommages causés par les aléas climatiques sur les acteurs économique

- **RISQUE DE TRANSITION**

- Correspond aux conséquences économiques entraînées par la mise en place d'un modèle économique bas-carbone



Quel impact sur l'économie et l'inflation?

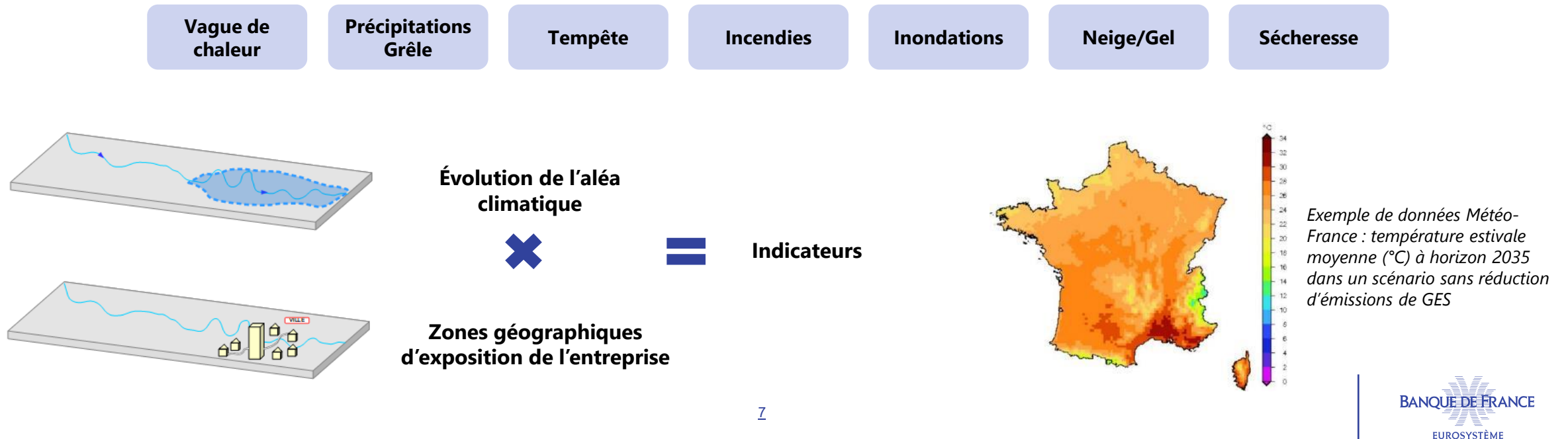
Quel impact sur les risques financiers?

# Les risques physiques

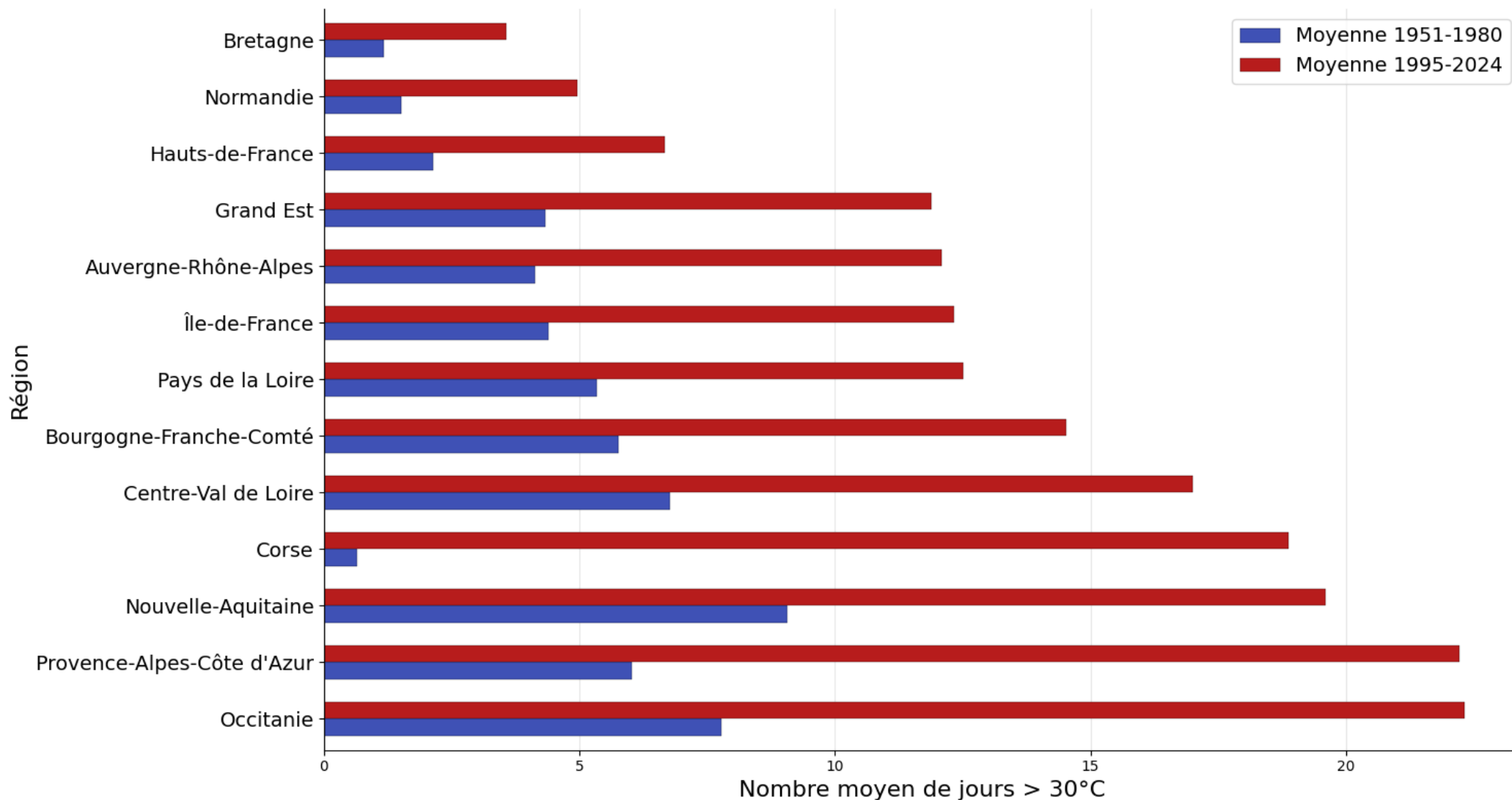
Ce sont les **conséquences des aléas climatiques** sur l'activité économique.

L'entreprise est exposée à des risques physiques à partir du moment où ses zones géographiques d'exposition sont soumises à des aléas climatiques. Pour une entreprise donnée, les indicateurs des risques physiques quantifient un des **niveaux d'adaptation** à l'évolution des aléas climatiques.

**Exemple** : une entreprise subit une paralysie de son outil de production suite à une vague de chaleur (Impact direct)

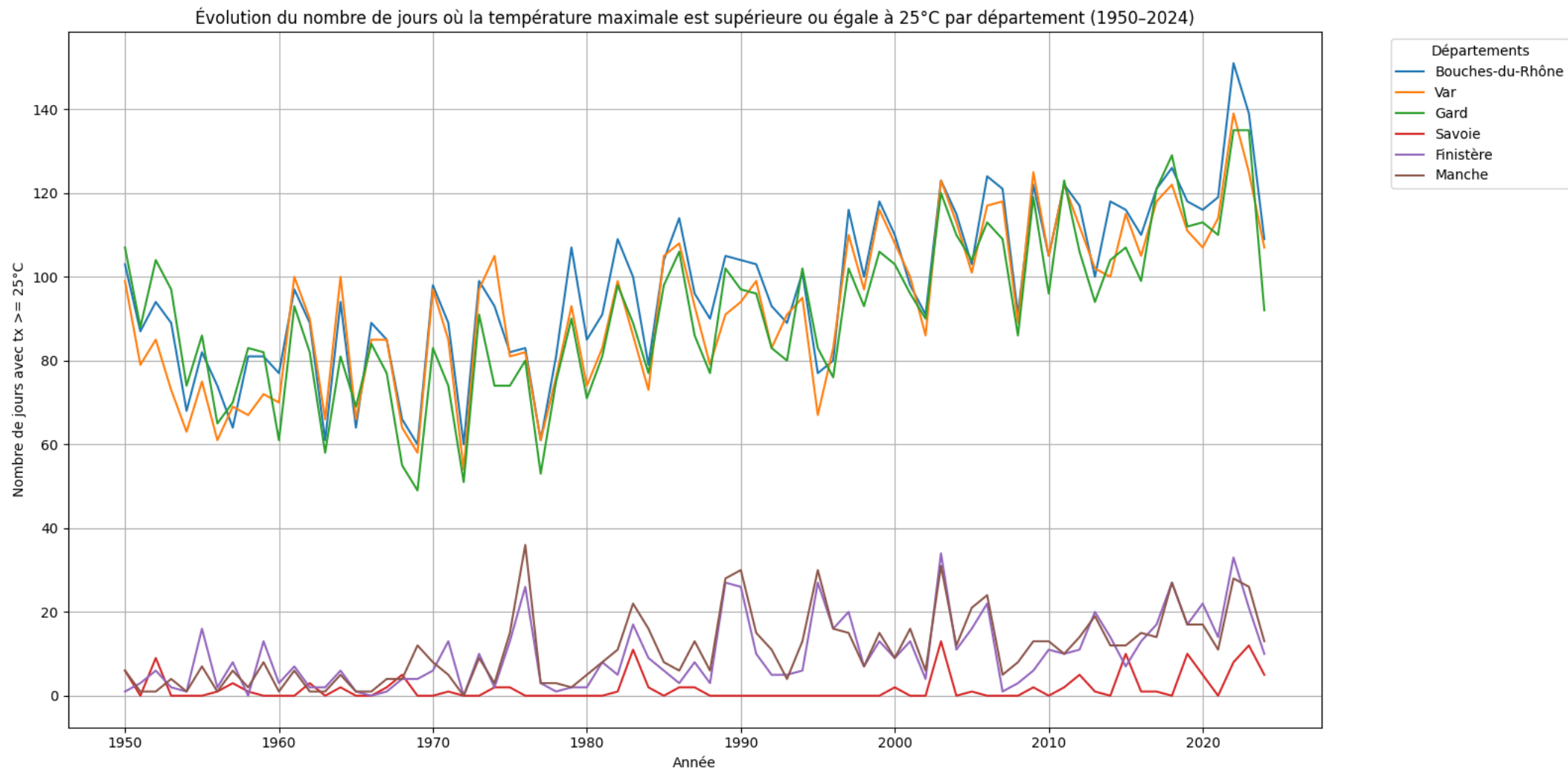


# NOMBRE DE JOURS PLUS CHAUD QUE 30 DEGRÉS EN FRANCE DEPUIS 75 ANS

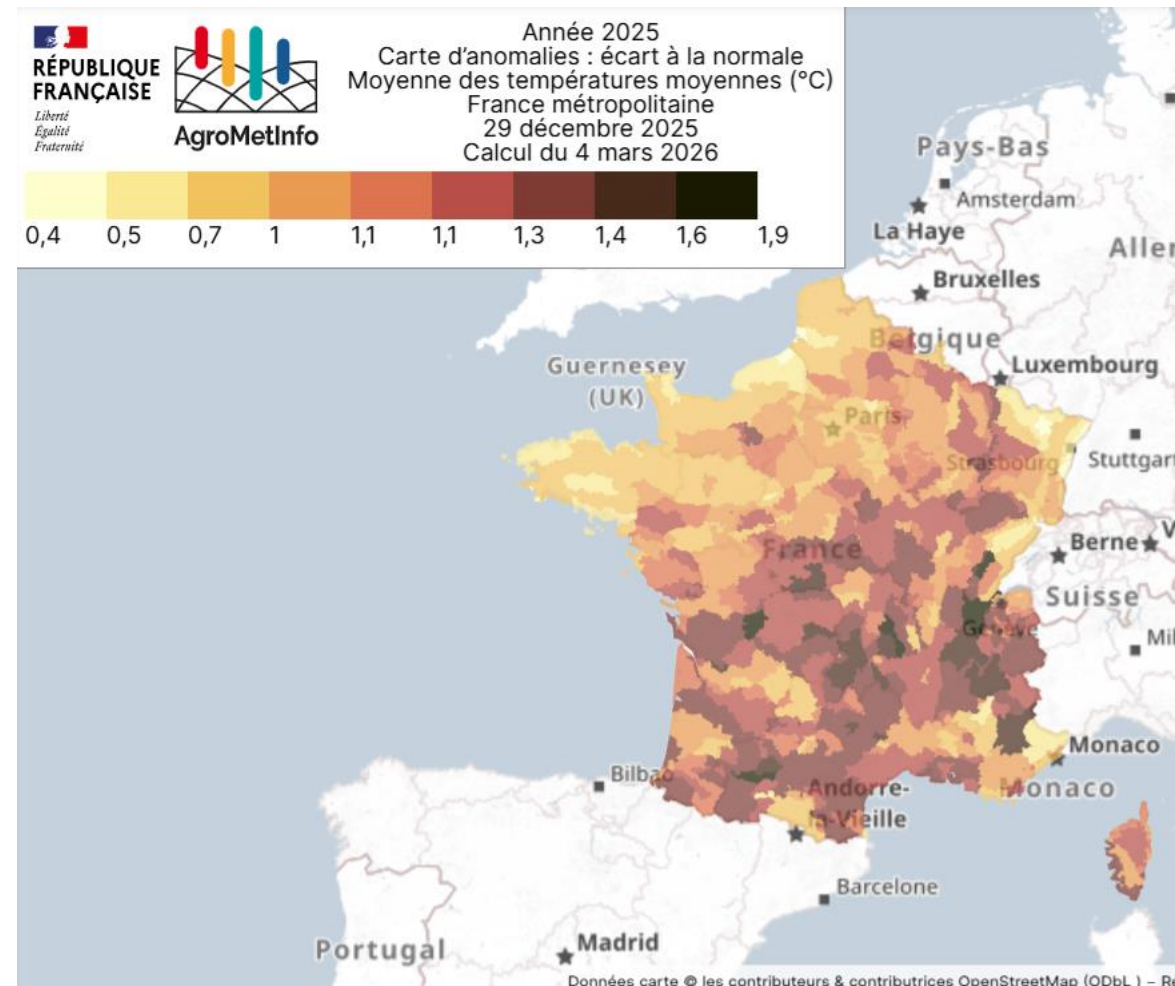
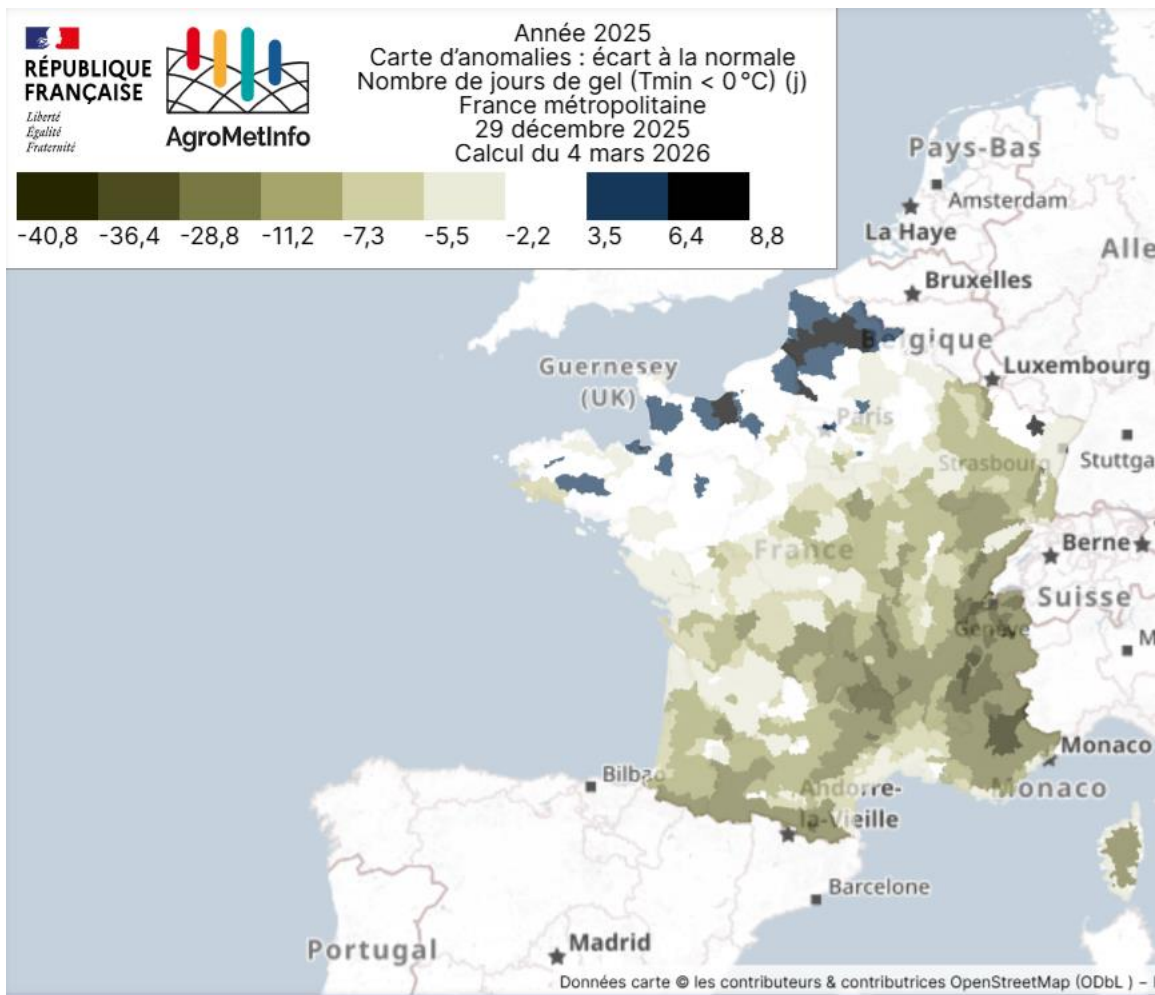


Source: Renault-Dubois, 2025, Impact du risque climatique physique sur le secteur agricole français

# NOMBRE DE JOURS PLUS CHAUF QUE 30 DEGRÉS EN FRANCE DEPUIS 75 ANS



Source: Renault-Dubois, 2025, Impact du risque climatique physique sur le secteur agricole français



<https://www.agrometinfo.fr/app/#year/frostdaystmin/2025/-/-/y>

# L'ÉCONOMIE FACE AU CLIMAT : UN RÉSUMÉ EN 2 MINUTES

[Comment le changement climatique impacte-t-il l'économie ? - YouTube](#)



## INÉGAL PARTAGE DES PEINES

Conséquences attendues du changement climatique pour l'agriculture de l'UE

élévation du niveau de la mer et des lacs, multiplication des tempêtes et des inondations, étés plus chauds et secs, période de culture plus longue, plus de diversité culturelle, plus d'infections, plus de maladies

plus de pluies en hiver et d'inondations, élévation du niveau de la mer, étés plus chauds et plus secs, rendements plus élevés, période de culture plus longue

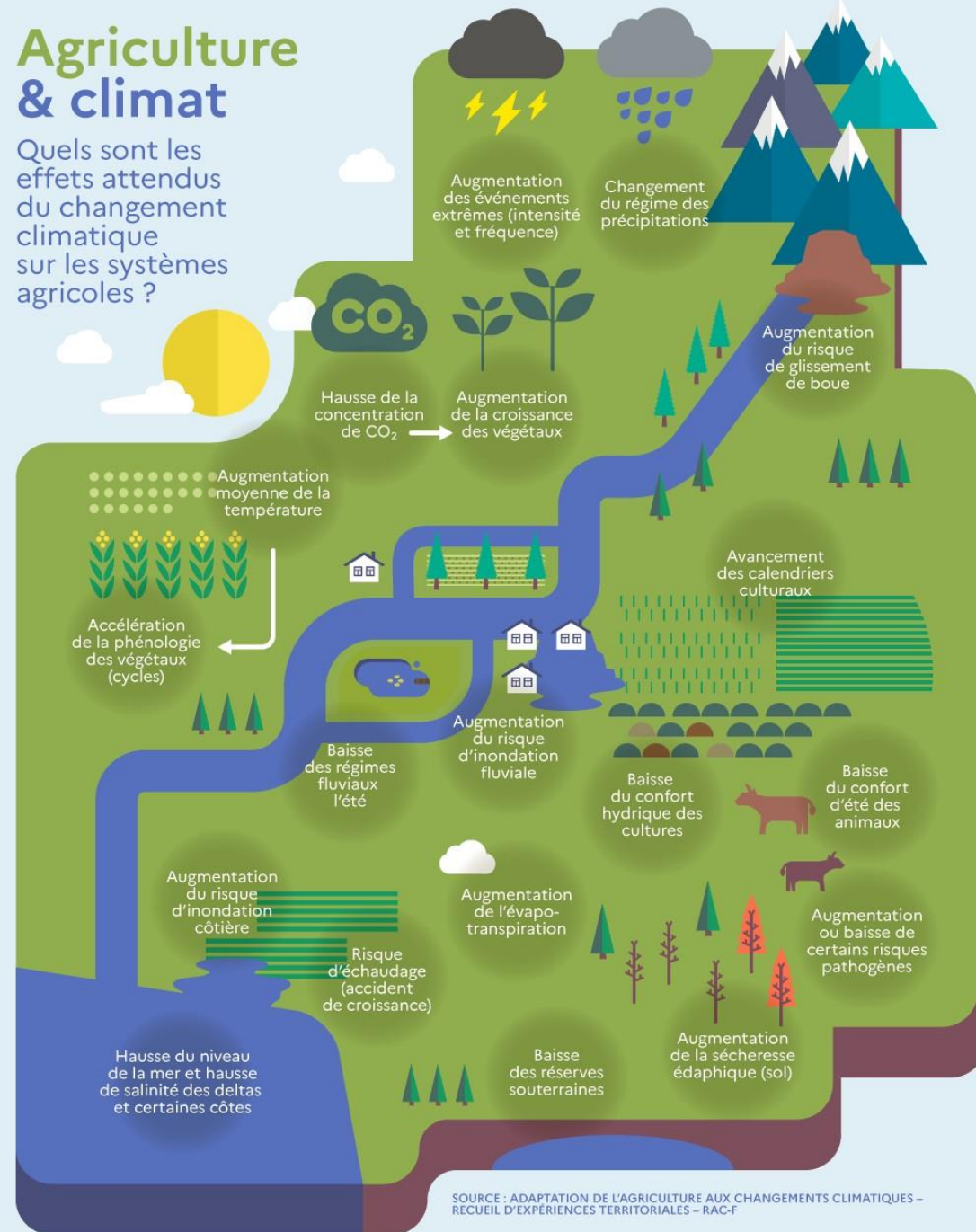
pluies et inondations hivernales plus fréquentes, moins de pluie en été, risque accru de sécheresse, érosion du sol plus menaçante, période de culture plus longue

température en hausse, moins de précipitations, risque accru de sécheresse, plus de stress thermique, diminution du rendement des cultures, réduction des surfaces cultivées

© ATLAS DE LA PAC 2019 / EC

## Agriculture & climat

Quels sont les effets attendus du changement climatique sur les systèmes agricoles ?

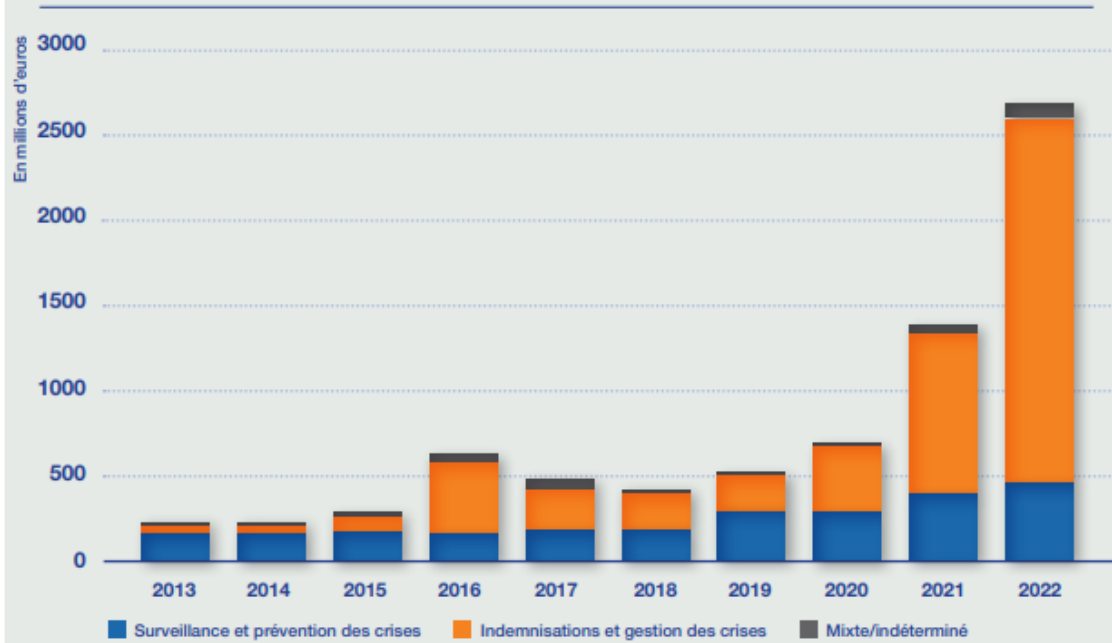


SOURCE : ADAPTATION DE L'AGRICULTURE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES - RECUEIL D'EXPERIENCES TERRITORIALES - RAC-F

# COÛT ÉCONOMIQUE DES CATASTROPHES NATURELLES

Dommages économiques totaux causés par les catastrophes en pourcentage du PIB

FIGURE 4 : DÉPENSES PUBLIQUES LIÉES AUX CRISES AGRICOLES PAR TYPE DE DÉPENSE



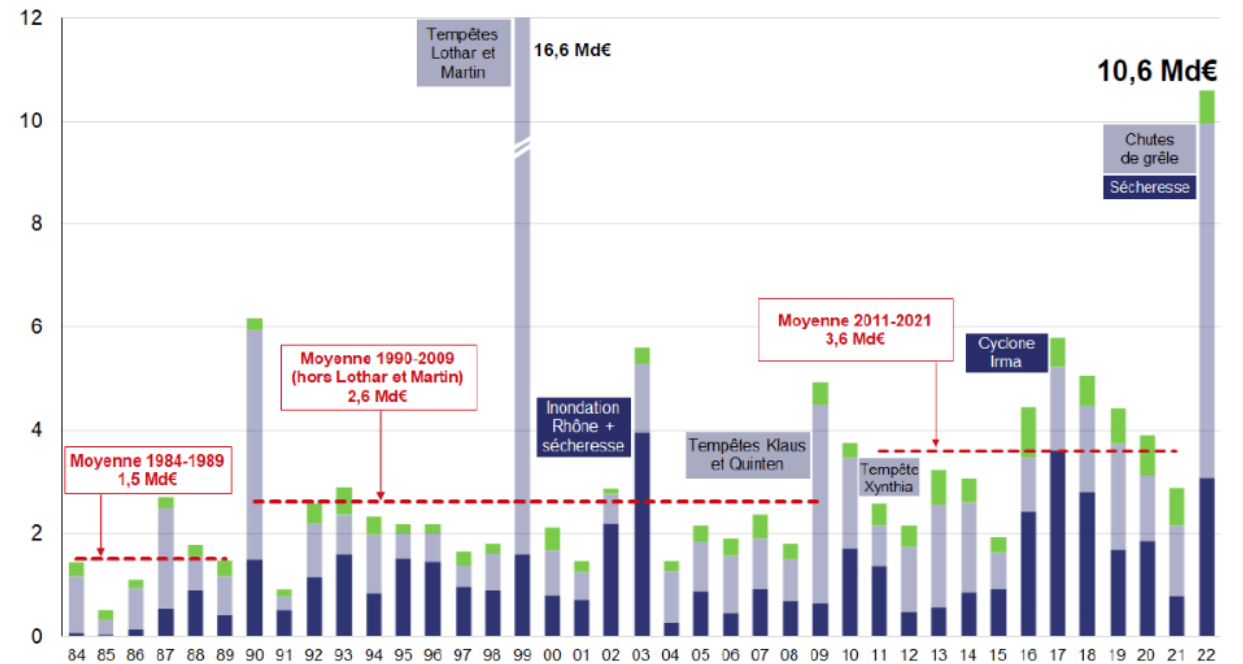
Source : MCE

© I4CE

Source: p. 18 de « Estimation-des-depenses-publiques-liees-aux-criSES-agricoles-en-France-entre-et-2022\_V1.pdf »

## Coût des sinistres climatiques

(en milliards d'euros constants 2022)



- Tempête, grêle, poids de la neige
- Assurances récoltes
- Régime des catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, séismes)

Source : France Assureurs.

[S'adapter, ne rien faire... combien ça coûte ? | Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique](#)

# LES POLITIQUES DES BANQUES CENTRALES CONTRE LES COÛTS DU DÉRÈGLEMENT

## 1. Le défi de l'information : quel rôle pour la l'information sur l'exposition au risque climatique (le *disclosure*) ?

L'indicateur climat

## 2. Quel diagnostic sur l'inflation?

Impact sur l'inflation moyenne et volatilité de l'inflation?

## 3. Le défi de l'horizon temporel : quels stress-tests mettre en œuvre progressivement ?

## 4. Les « fausses » bonnes idées

## 5. La question du financement : quelle interaction avec la politique monétaire ?



[Changement climatique : le secteur financier face aux trajectoires 2°C - Par François Villeroy de Galhau | Haut-commissariat à la stratégie et au plan](#)



Isabelle Schnabel (2022) A new age of energy inflation: climateflation, fossilflation and greenflation [A new age of energy inflation: climateflation, fossilflation and greenflation](#)



# 2

## LE RISQUE DE TRANSITION ET L'INDICATEUR CLIMAT



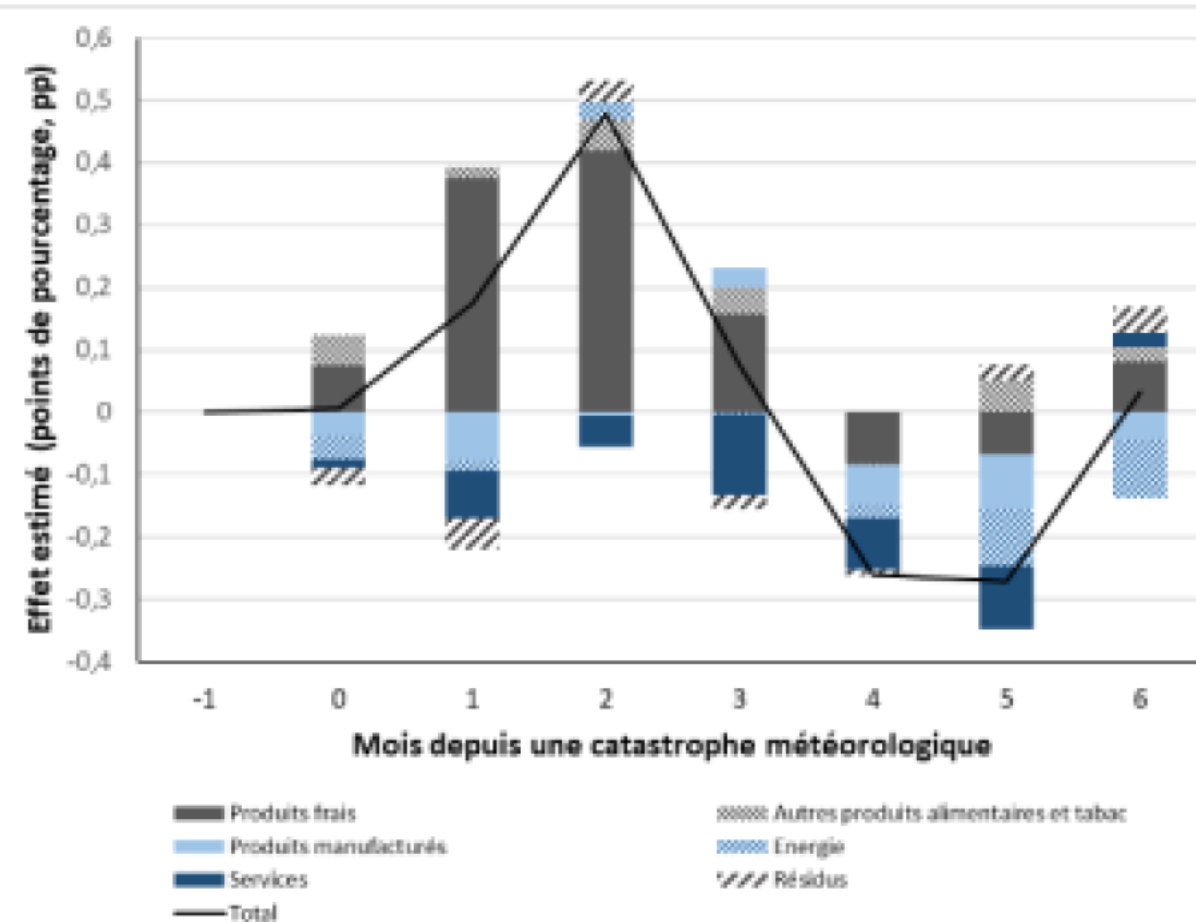
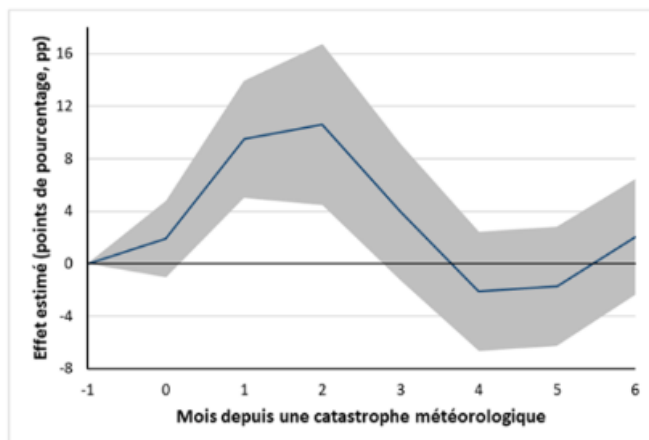
# 3

## QUEL IMPACT DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE SUR L'INFLATION?

# IMPACT SUR L'INFLATION DES CATASTROPHES NATURELLES?

## • L'exemple des DOM

Graphique 2 : Réaction des prix des produits frais aux catastrophes météorologiques dans les DROM



Source : Gautier et al. (2023)

Note : Les prix des produits frais augmentent de 11 pp deux mois après la survenance d'une catastrophe météorologique. La zone grisée représente un intervalle de confiance à 95 %.

# TROIS FORMES D'INFLATION LIÉES AU CLIMAT

	L'inflation liée au climat (Climateflation)	L'inflation liée aux énergies fossiles (Fossilflation)	L'inflation liée à la nécessité de passer à des énergies vertes (Greenflation)
<b>Origine</b>	Changement climatique	Dépendance aux énergies fossiles	Transition écologique
<b>Mécanisme économique</b>	Perturbation de la production (sécheresses...)	Contraintes d'offre, tensions géopolitiques, marchés oligopolistiques	Hausse rapide de la demande de métaux, offre rigide à court terme
<b>Type de choc</b>	Choc d'offre	Choc d'offre / termes de l'échange	Choc de demande (boom d'investissement)
<b>Effets sur les prix</b>	Hausse des prix alimentaires	Hausse forte des prix de l'énergie	Hausse des prix des matières premières
<b>Exemple</b>	Sécheresse → baisse des récoltes → hausse des prix	Hausse du gaz et du pétrole en Europe	Augmentation du prix et enjeu de disponibilité des terres rares (lithium....)

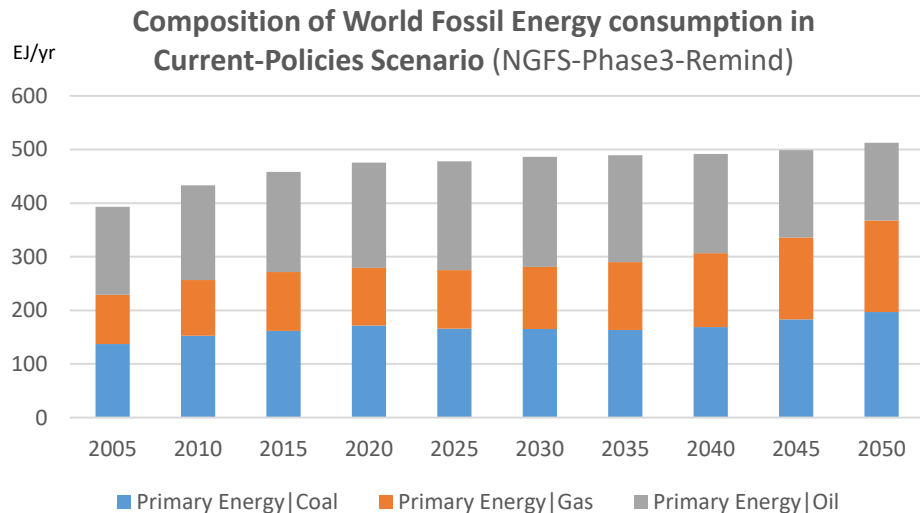
# LECTURE ÉCONOMIQUE : CHOCS D'OFFRE ET CHOCS DE DEMANDE

- Choc d'offre : variation des coûts/quantités produites (ex. ressources rares, production perturbée) → prix ↑
- Choc de demande : hausse durable de la demande (ex. investissement) → tensions sur capacités/inputs → prix ↑

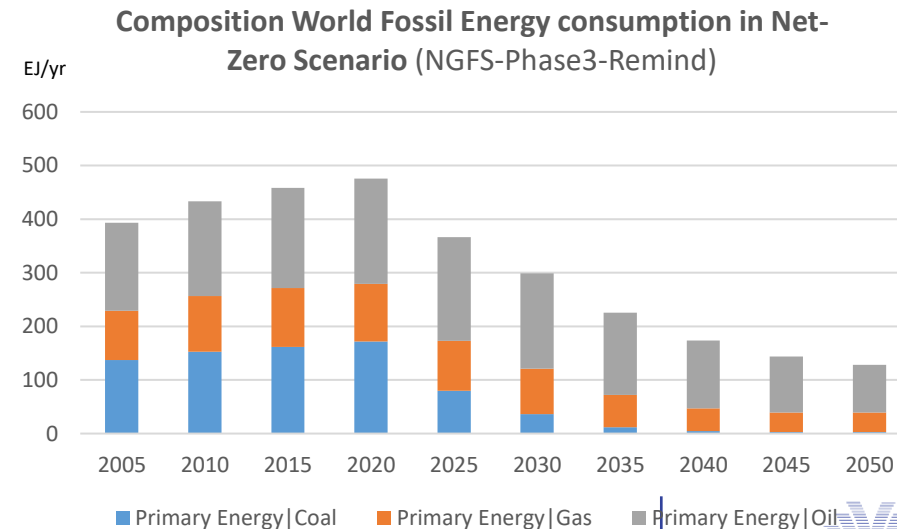
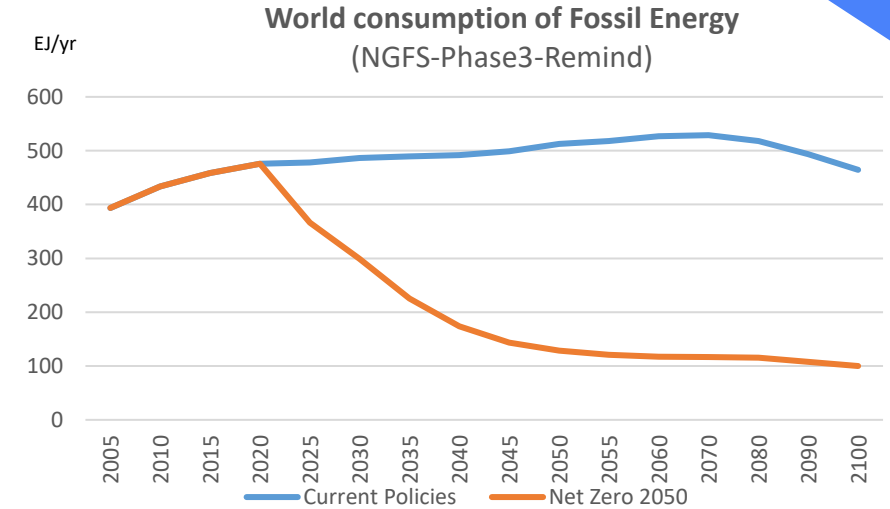
Origine	Type de choc (lecture macro)	Pourquoi ?
Climateflation	Choc d'offre défavorable	Catastrophes/sécheresses perturbent la production, surtout agricole
Fossilflation	Choc d'offre + choc des termes de l'échange	Hausse du prix du pétrole/gaz importés → coût de production ↑
Greenflation	Choc de demande positif (boom d'investissement)	Transition : forte demande de technologies/métaux → tensions sur inputs

# LA DEMANDE POUR LES ÉNERGIES FOSSILES

- La transition vers une économie “net zero” du Réseau pour le verdissement du système financier (phase 3) implique une baisse mondiale de la consommation d’énergie fossile de 40% en 2030 et de 75% en 2050
- A delayed but steeper curve based on IEA Net Zero scenario anticipate transition policies to cut fossil fuel demand by only 25% by 2030 but 80% in 2050



From Current Policies to Net Zero



Source: NGFS-Phase 3 Scenarios.

# IMPACT SUR LA CROISSANCE DU RISQUE PHYSIQUE

## Risque physique chronique

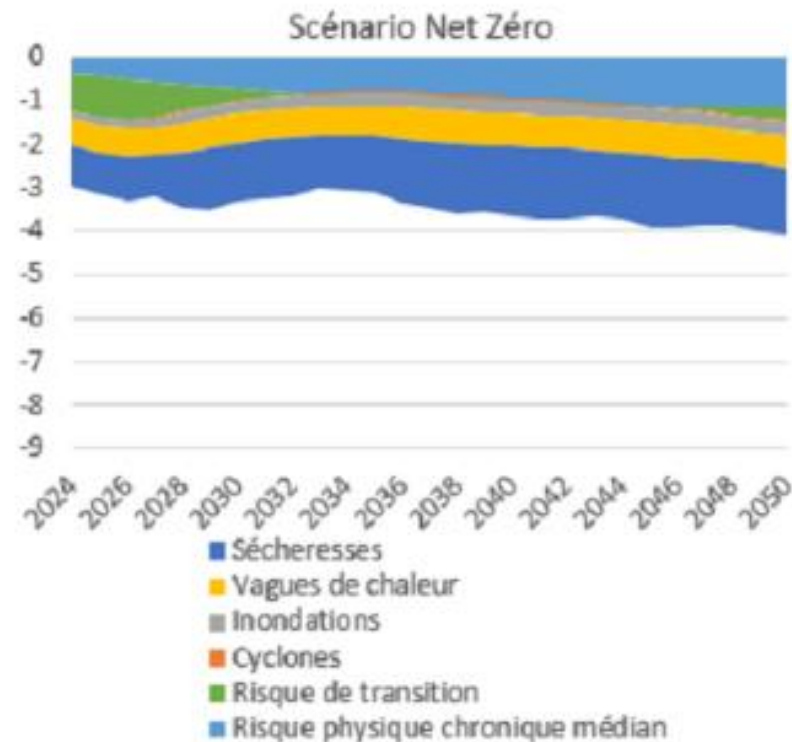
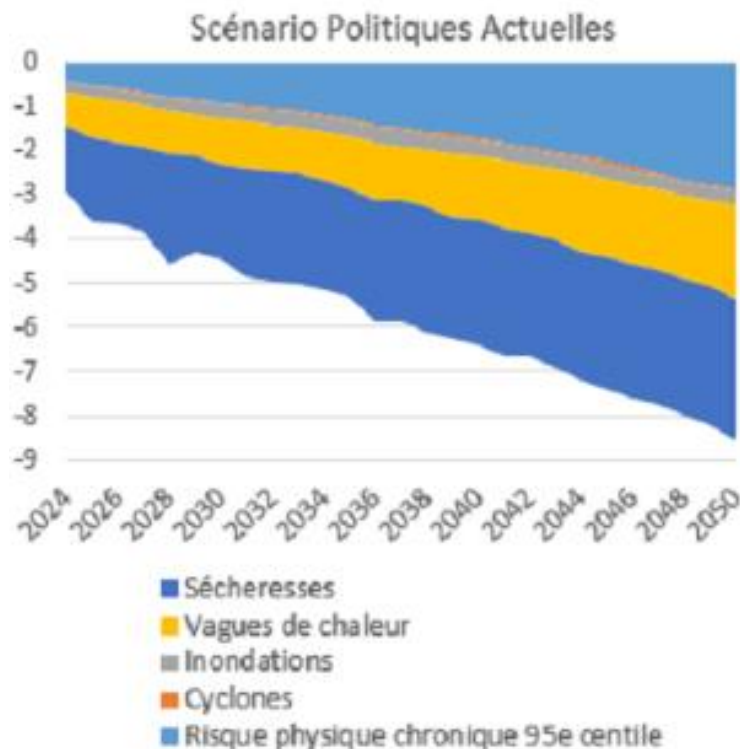
(baisse de productivité du travail due au réchauffement):

- Pour la France, son impact serait de -2,9% sur le PIB en 2050 dans le scénario Politiques actuelles et -1,1% dans le scénario NZ

**Risque physique aigu** (cyclones ou canicules). Les événements affectant le plus la France, dans le scénario Politiques actuelles, les sécheresses (-3,2% du PIB), les vagues de chaleur (-2,1%) et les inondations (-0,3%)

**En cumulé, l'impact sur le PIB des risques physiques en 2050** seraient de -8,5% dans le scénario Politiques actuelles contre -4,1% dans le scénario NZ

Graphiques 4. Pertes de PIB dans les scénarios Politiques Actuelles et *Net Zero*

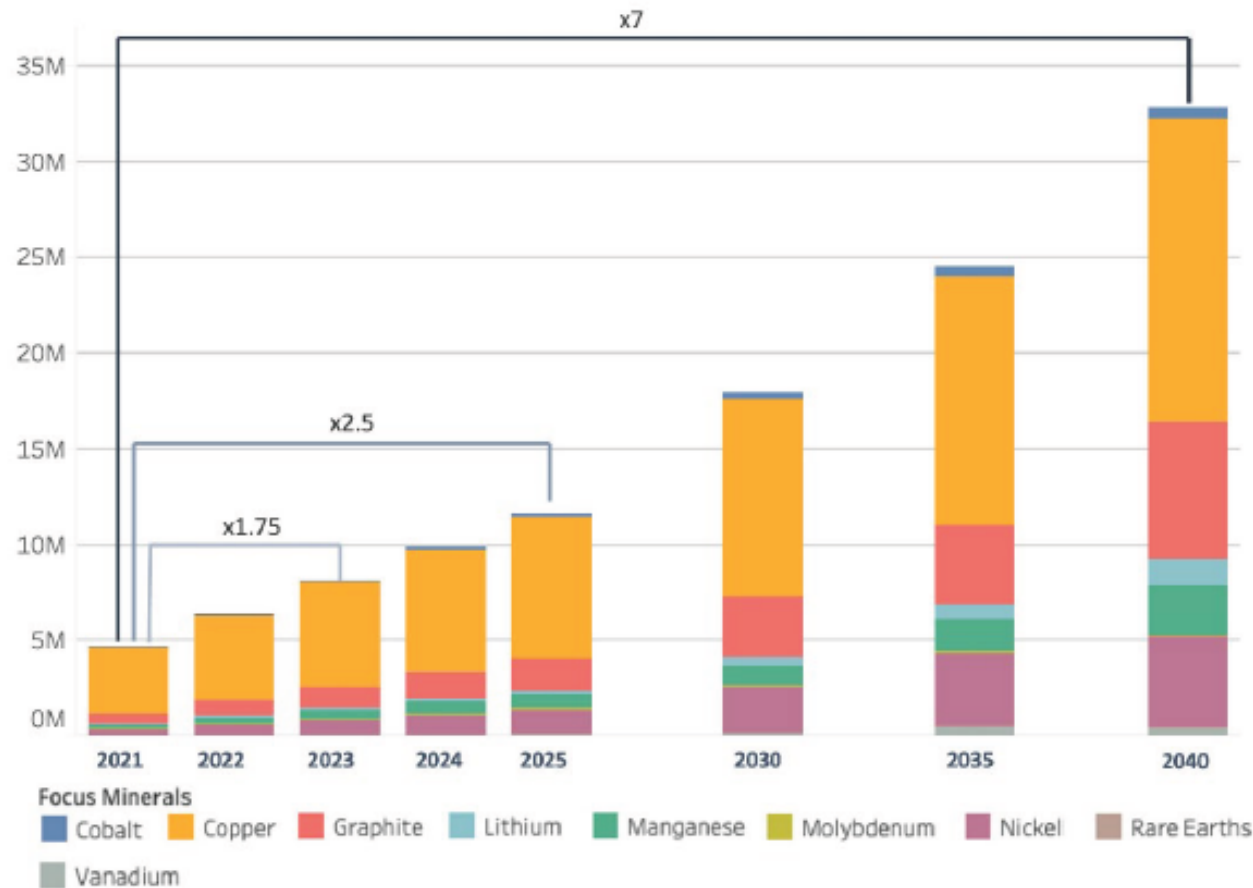


Note: Déviation du PIB en niveau, en % d'un scénario « de base » sans risque physique ni de transition, par type de risque modélisé. Les impacts des événements extrêmes correspondent au 90ème centile de la distribution.

Source: NGFS Phase 4 [Nouveaux scénarios NGFS \(Phase 4\) : impacts économiques pour la France](#) | Banque de France

# L'AUGMENTATION DE LA DEMANDE POUR LES MATÉRIAUX CRITIQUES POUR LA TRANSITION

Figure 1. Demand for TCMs (in Mt) implied by the NGFS 'Net Zero by 2050' scenario



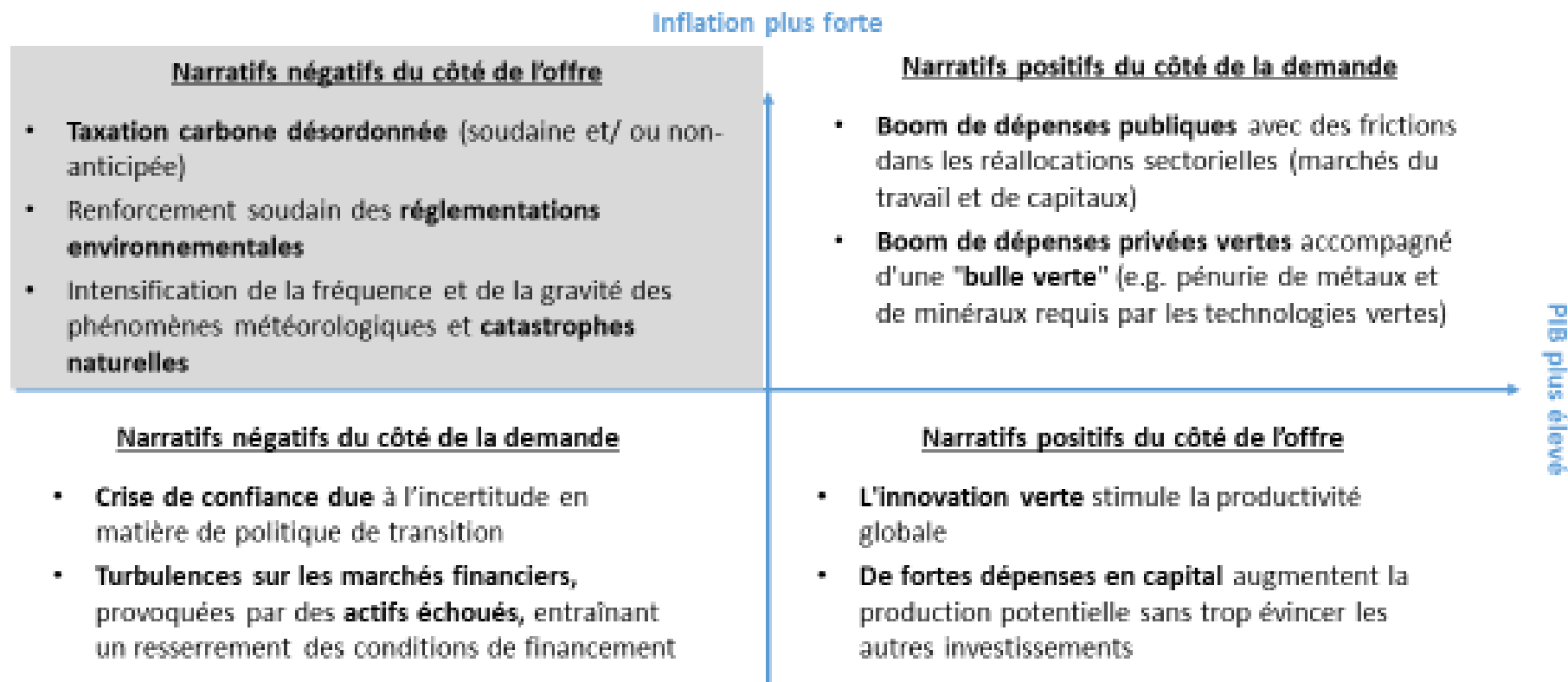
Note: The demand for TCMs induced by the NGFS 'Net Zero by 2050' Scenario increases from 4.7Mt in 2021 to 32.8Mt in 2040. Total demand is multiplied by 2.5 between 2021 and 2025, and by 7 between 2021 and 2040. The demand for copper largely drives this trend, followed by other TCMs such as graphite, nickel and lithium.

Source: Miller, Dikau, Svartzman and Dees (BDF WP, 2023)

# UNE REPRÉSENTATION PLUS RICHE DE L'IMPACT DU CLIMAT SUR L'ÉCONOMIE



## SCENARIOS DE COURT TERME (5 ANS) DIVERSITÉ DES CHOCS POSSIBLES, QUI POURRAIENT SE COMBINER



# 4

## LA FINANCE DURABLE ET LE FINANCEMENT DE LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS CARBONE

# FINANCER LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS CARBONE

## La finance durable

- **Quelles catégories d'acteurs?**
  - Assurances
  - Banques
  - Épargnants
  - Autres intermédiaires financiers
- **Quel mécanisme de prise en compte du dérèglement climatique par la finance?**
  - Banques et assurances
  - Finance de marché

## Quelle place pour le financement public?

- **Quel impact du dérèglement sur les finances publiques?**
  - En recettes (impact PIB)
  - En dépenses (catnat)
- **Quelle capacité de financement par le secteur public?**
- **Quel critère de financement par le public?**
- **Quel autre rôle (hors finance) pour le secteur public?**

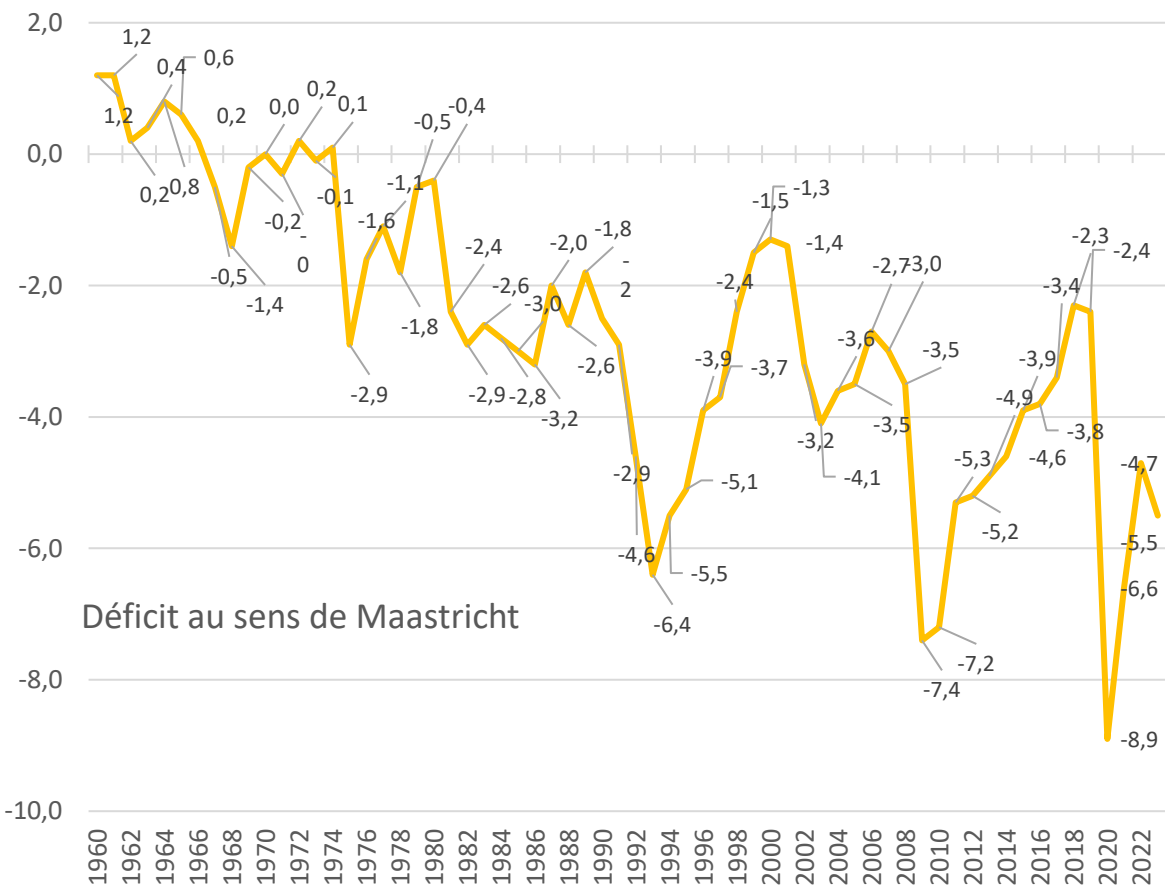


4.1

**QUEL FINANCEMENT  
PUBLIC POUR UNE  
ÉCONOMIE BAS CARBONE?**

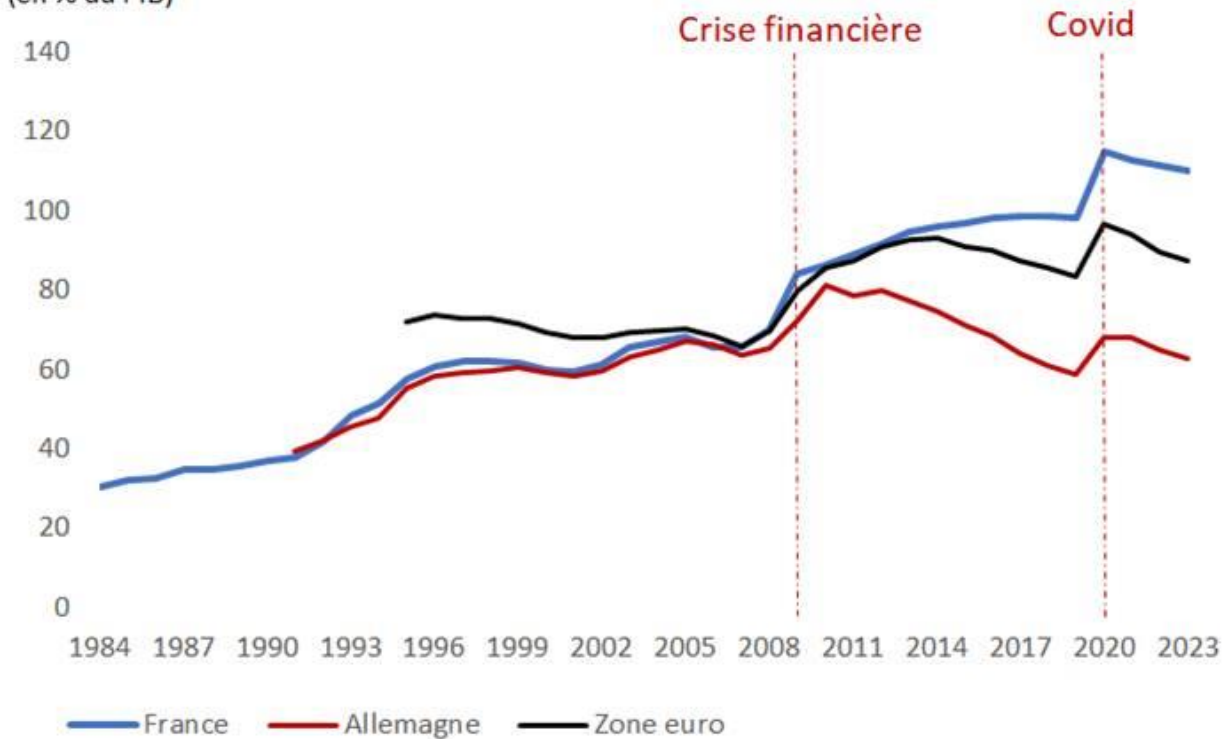
# LA SITUATION DE DÉPART

## Le déficit public depuis 1960 (% du PIB)



## Dettes publiques

(en % du PIB)



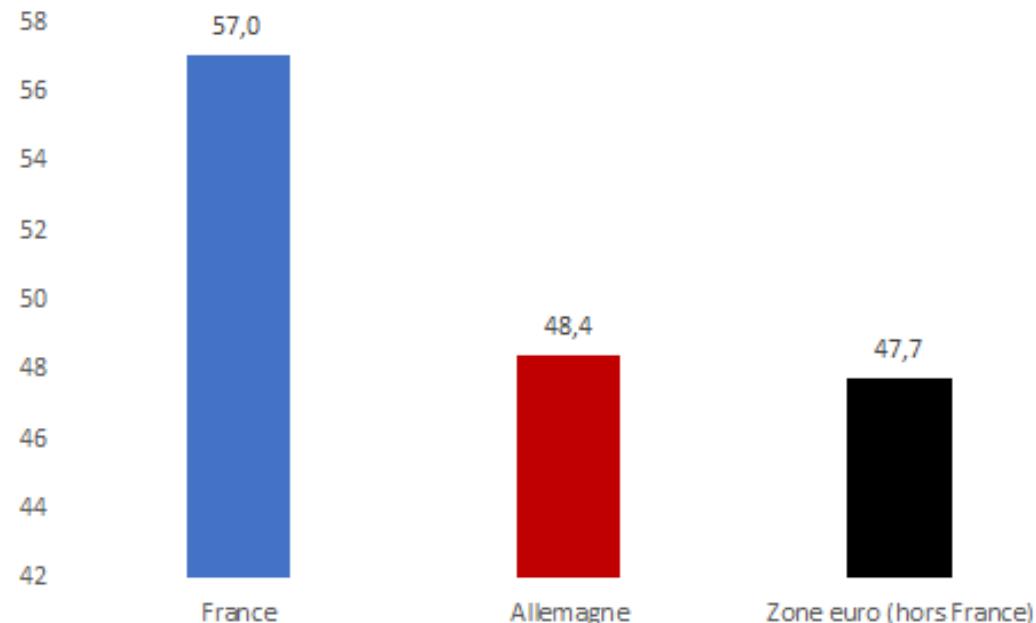
Sources : Insee, BUBA, Eurostat.

Source: INSEE, Dépenses et recettes publiques | Insee

# UN NIVEAU ÉLEVÉ DE DÉPENSES PUBLIQUES PAR RAPPORT À NOS VOISINS

## Niveau de dépenses publiques en 2023

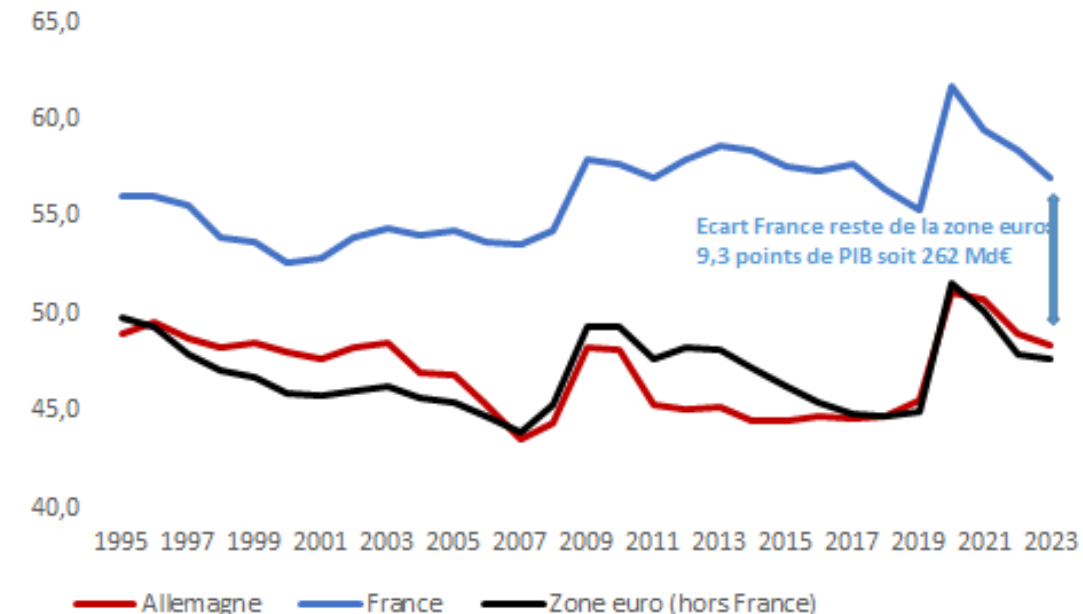
(en % du PIB)



Source : Eurostat.

## Évolution des dépenses publiques

(en % du PIB)



Note : Les dépenses allemandes sont corrigées de la reprise de dette d'agences de l'ex-RDA en 1995.

Source : Eurostat.

✓ Quel impact du dérèglement climatique sur les finances publiques?

# EFFET SUR LE PIB DE LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS CARBONE: L'ANALYSE DE PISANI-FERRY ET MAHFOUZ

- « Conceptuellement, [la transition vers une économie bas-carbone] revient principalement à mettre un prix (explicite ou implicite) sur une ressource (un climat stable) qui était auparavant disponible à coût nul.
  - Quelles que soient ses modalités (taxation du carbone, réglementation, incitations), l'impact est peu ou prou le même:
    - **Décarboner revient fondamentalement à un choc d'offre avec, dans un premier temps au moins, des conséquences négatives sur la consommation, la productivité du travail et la production potentielle. »**
- ⇔ Une des raisons est qu'il va falloir faire des investissements pour remplacer des énergies fossiles par des énergies renouvelables »
- ⇒ Défi de la sobriété : Il faut être plus sobre dans nos consommations pour économiser le carbone

# ÉCONOMIE DE LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS CARBONNE

- Quel impact sur le PIB?
- Un choc d'offre négatif : des technologies ou des manières de produire deviennent (plus) obsolète
- Même si l'impact net dépend de la capacité à trouver des innovations pour limiter le réchauffement climatique (remplacement de l'énergie carbonée par une autre source) et de l'impact de l'adoption de comportements de sobriété (consommer localement) sur les gains à la spécialisation)
- Impact sur la productivité dépend de la même manière de l'innovation et de la sobriété/modification de l'urbanisme des agglomérations

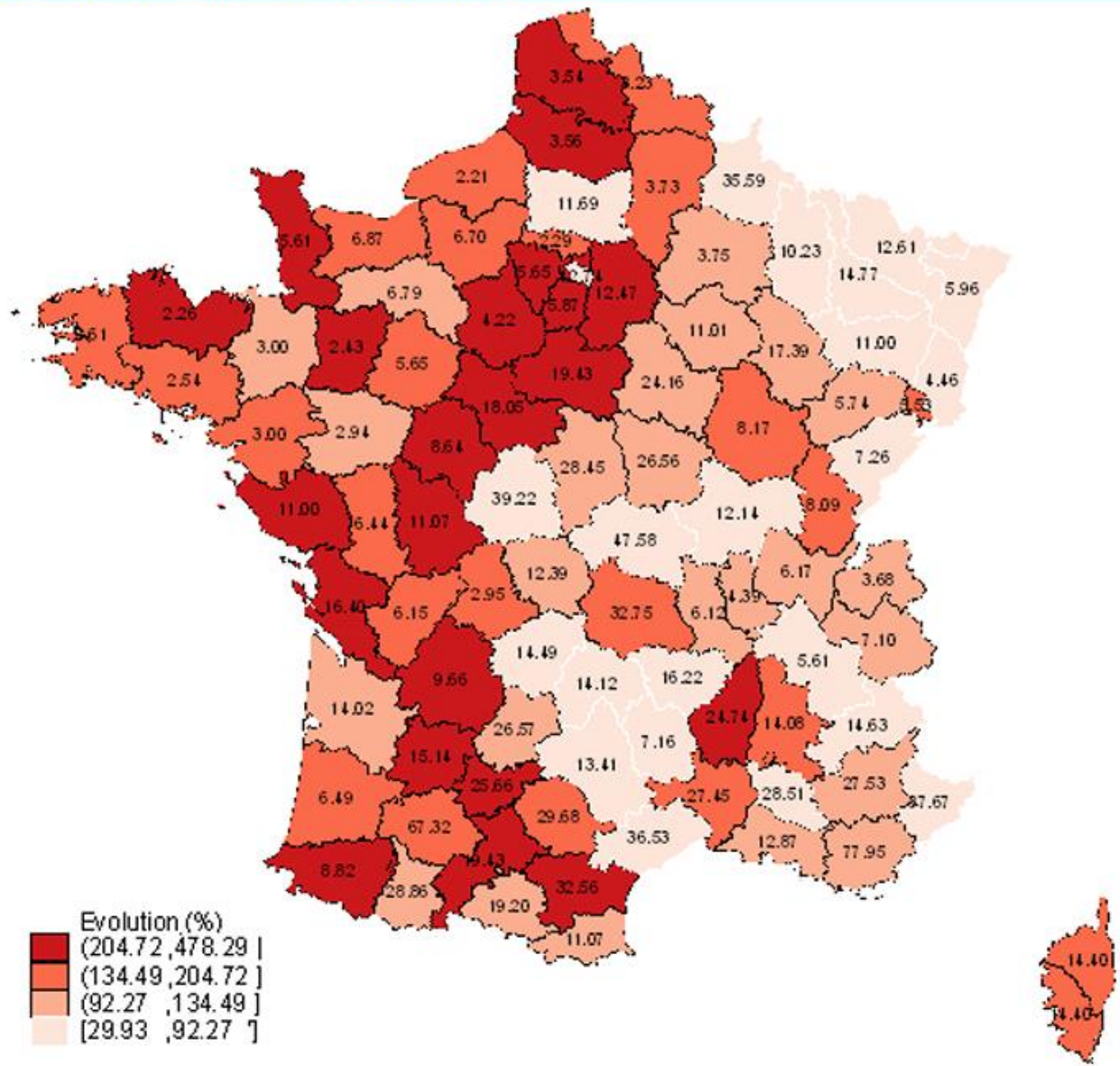
## QUEL IMPACT DES POLITIQUES DE TRANSITION SUR LES FINANCES PUBLIQUES ?

- « Aussi longtemps que la transition était supposée être pilotée par une taxe carbone, l'inquiétude pour les finances publiques était limitée. Un recours généralisé à la fiscalité du carbone apparaît aujourd'hui peu probable...
- **À court et moyen terme, l'impact de la transition sur les finances publiques a donc toute chance d'être négatif. Il devrait passer par trois canaux :**
  - 1) Le coût direct de l'investissement public (rénovation thermique des bâtiments publics, infrastructures, recherche et développement) ;
  - 2) la prise en charge partielle ou totale par les finances publiques des coûts en capital de la mise à niveau des équipements des agents insuffisamment solvables pour avoir accès au crédit (ménages, PME, associations) ;
  - 3) les effets indirects sur les recettes et les dépenses induits par la variation du PIB. »
- Source: Pisani-Ferry et Mahfouz [L'action climatique : un enjeu macroéconomique | Cairn.info](#) Note de France Stratégie 2022

# DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET DÉFI DE LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

- Risques physiques vs de transition : le dérèglement climatique aura un impact sur l'économie
  - 1) Risques physiques (destructions bâtiments, terrains, productions) : impact sur l'inflation (+/-) et le PIB (--)
  - 2) Risques de transition : impact sur l'inflation (+/-) et le PIB (+)
- L'accroissement des risques physiques pose la question de l'assurabilité de ces risques
  - C'est un choc macroéconomique négatif et non pas un risque idiosyncratique
  - Au cours des dernières décennies, les dommages associés à de tels événements ont fréquemment atteint plusieurs points de pourcentage du PIB.
  - Les pertes non assurées sont les principaux facteurs de la baisse de la production nationale après les catastrophes naturelles.
  - [Source: Catastrophes naturelles : exposition et sous-assurance | Banque de France](#)

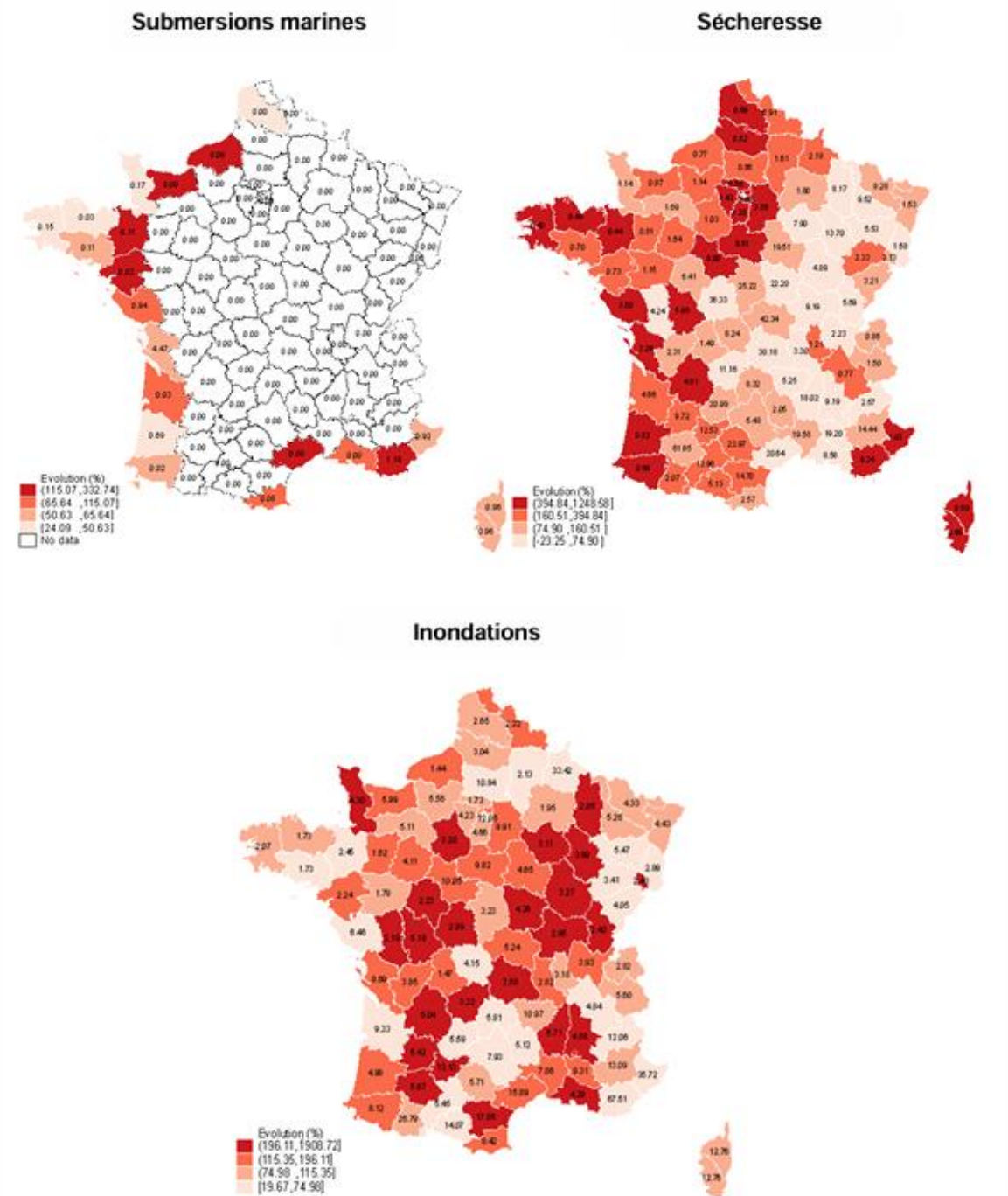
Graphique 17 – Sinistralité Tous Périls (2019 – 2050)



Aide à la lecture : En Gironde, les sinistres d'assurance s'élevaient à 14,02 euros par habitant en 2019. Ils augmentent sur la période 2020-2050 dans une fourchette comprise entre 92 et 134 %.

Source : ACPR

Graphique 18 – Sinistralité Submersions marines, sécheresse et inondation (2019-2050)



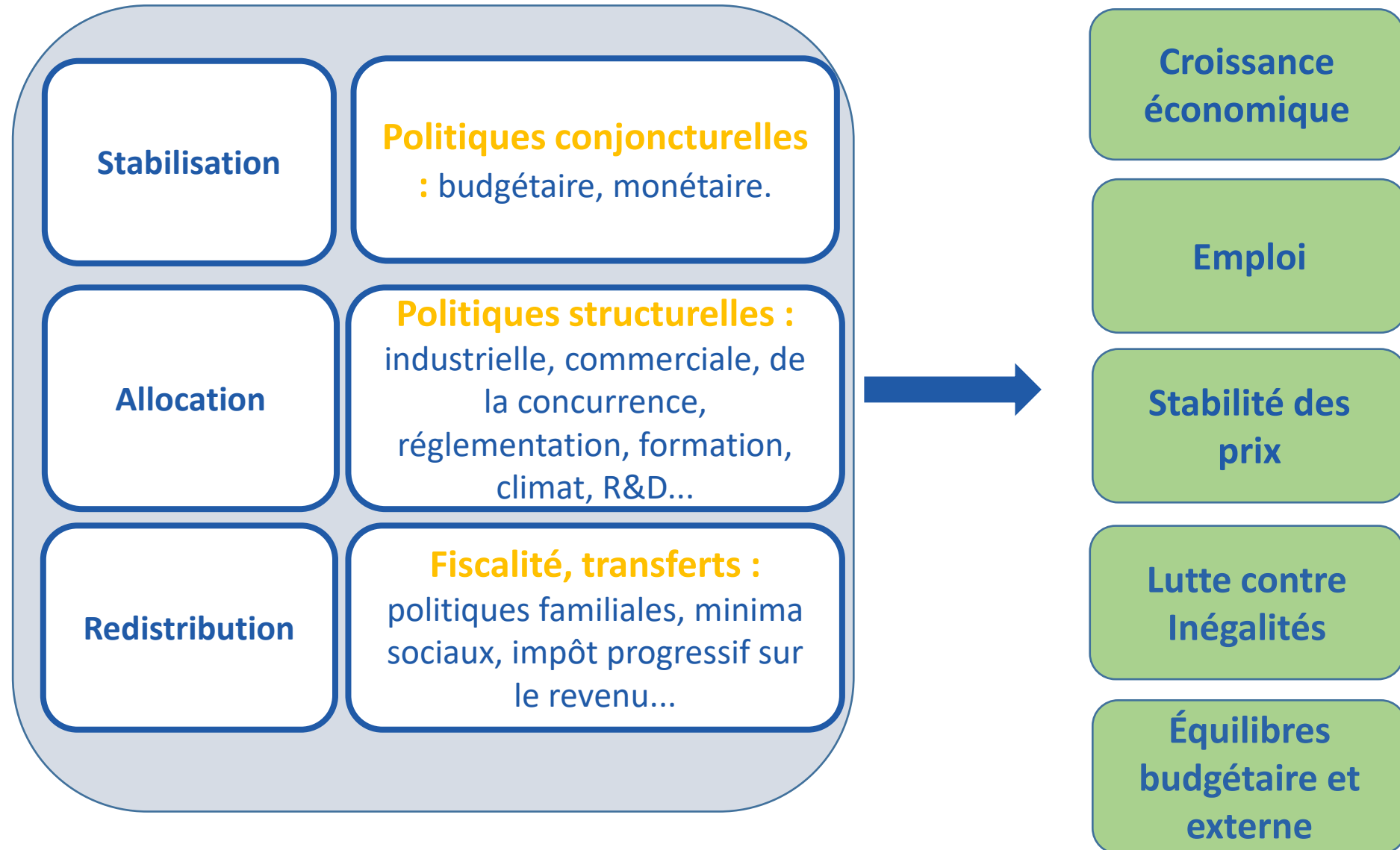
## QUELLE(S) SOLUTION(S) DE FINANCEMENT?

- Est-ce que les finances publiques peuvent et doivent tout prendre à leur charge?
  - Est-ce juste que l'État prenne tout à sa charge ?
  - Est-ce souhaitable (par ex. pour investissements économisant l'énergie)
- Que faire si le coût de la transition est trop élevé pour les ressources publiques?
  - Comment faire pour que les dépenses liées au dérèglement soient financées?  
⇒ Union des marchés de capitaux + un « top-up » public pour les agents non solvables?

### **Dans la classification de Musgrave: basculer de la fonction « stabilisation » à la fonction « allocation »**

⇔ L'action publique peut impacter l'allocation de l'épargne/investissements plutôt que transferts de l'État vers les ménages ou les entreprises

## La classification de Musgrave



# QUEL RÔLE POUR LES BANQUES CENTRALES?

- **au titre de leur mandat de stabilité des prix (politique monétaire)**

« une volatilité plus marquée est probable, ce qui signifie des chocs sur l'activité et l'inflation. C'est là que nous, banques centrales, devons faire notre travail afin de maintenir un ancrage solide des anticipations d'inflation de long terme, en dépit d'une volatilité plus forte. »

Source: Villeroy de Galhau, [Économie du climat : du voile d'incertitude aux trois convictions pour l'action](#)

- Agir sur le cadre des garanties / ancrer les anticipations
- Les « fausses » bonnes idées : relever la cible d'inflation/ Le QE « vert »

- **au titre de leur mandat de stabilité financière: le changement climatique est une source de risques financiers**

- Lorsqu'elles sont superviseurs, les banques centrales demandent aux acteurs financiers d'identifier et d'anticiper les risques liés au climat.
- Ces risques liés au climat s'appliquent également au bilan de chaque banque centrale, notamment au regard de son investissement propre et des achats d'actifs réalisés dans le cadre des opérations de politique monétaire non conventionnelle (« quantitative easing »)

# 4.2

## LA FINANCE DURABLE: EXPOSITION AU RISQUE CLIMATIQUE

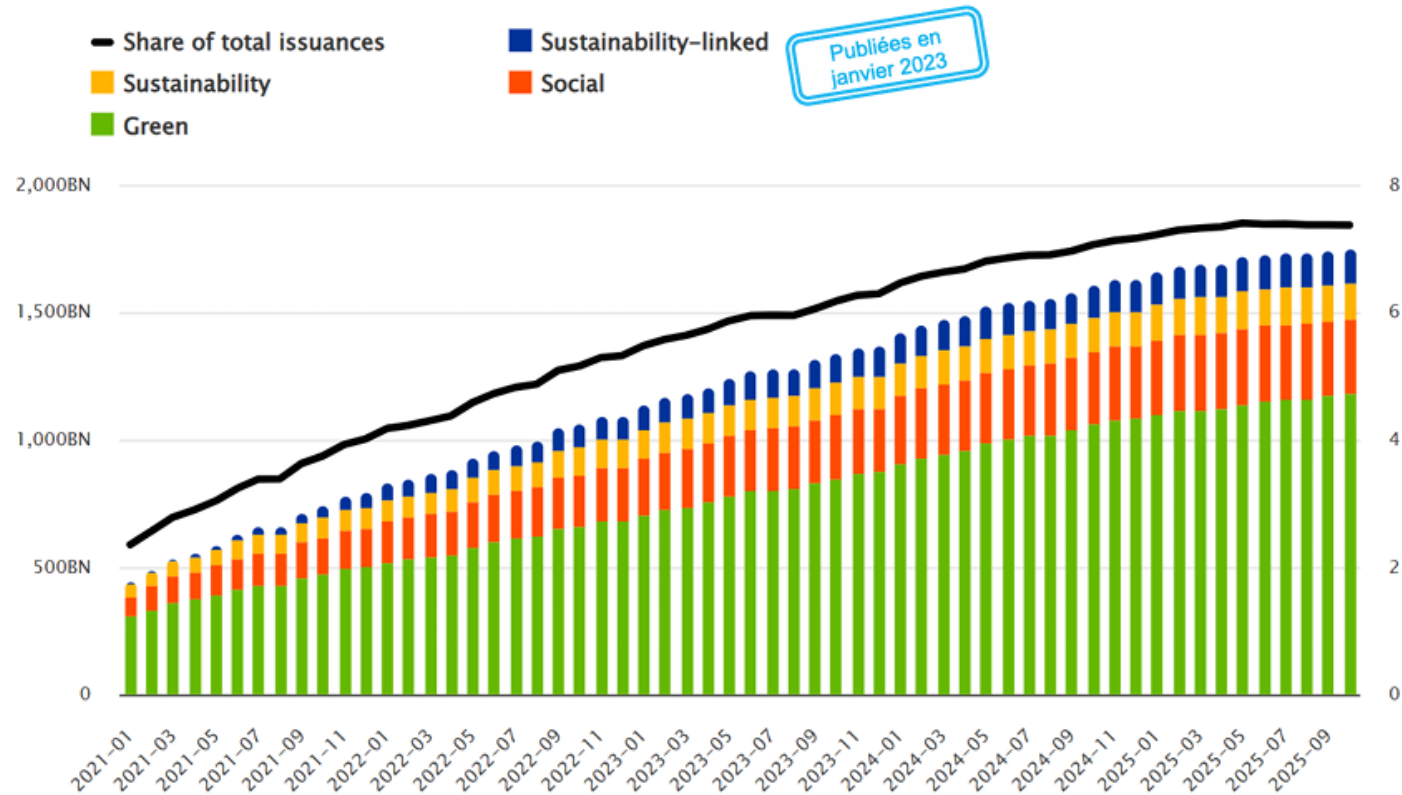
# EMISSIONS DE TITRES DE CRÉANCES SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

## Graphique 1

### Indicateurs relatifs à la finance durable

#### a) Émissions de titres de créance durables dans la zone euro – tous niveaux d'assurance

(échelle de gauche : en euros, encours en valeur nominale ; échelle de droite : en pourcentages)



Sources : Base de données centralisée sur les titres (Centralised Securities DataBase, CSDB).

Notes : « Share of total issuances » se rapporte au montant de l'ensemble des titres de créance durables en pourcentage de l'ensemble des titres de créance émis dans la zone euro.

[Indicateurs de changement climatique : novembre 2025](#)

# LES STRESS-TESTS CLIMATIQUES DES BANQUES ET ASSURANCES

n°122 - 2021 Analyses et synthèses

## Une première évaluation des risques financiers dus au changement climatique

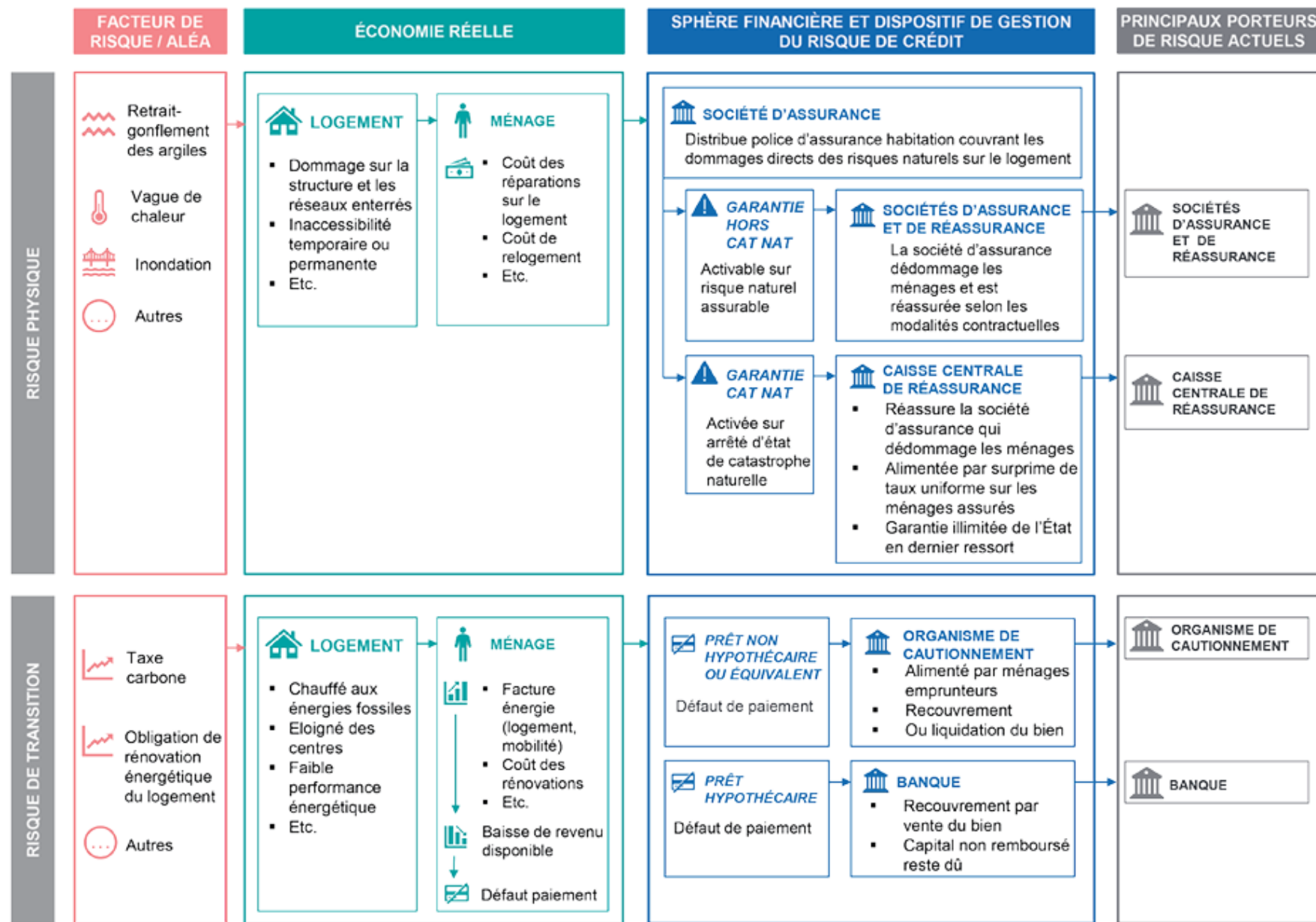
### Les principaux résultats de l'exercice pilote climatique 2020



- L'actualisation et l'enrichissement des indicateurs par la BCE en novembre 2025 a permis de mettre en lumière au sein de la zone euro :
  - La croissance continue, bien qu'à un rythme ralenti, des émissions et des détentions de titres de créance durables
  - La diminution continue du risque de transition et des émissions de carbone liés aux portefeuilles du secteur financier, malgré l'augmentation de leur encours.
  - L'importance croissante des risques physiques liés aux températures et aux précipitations, marquée par des disparités significatives entre les pays.

Source: [Climate change indicators: November 2025](#)

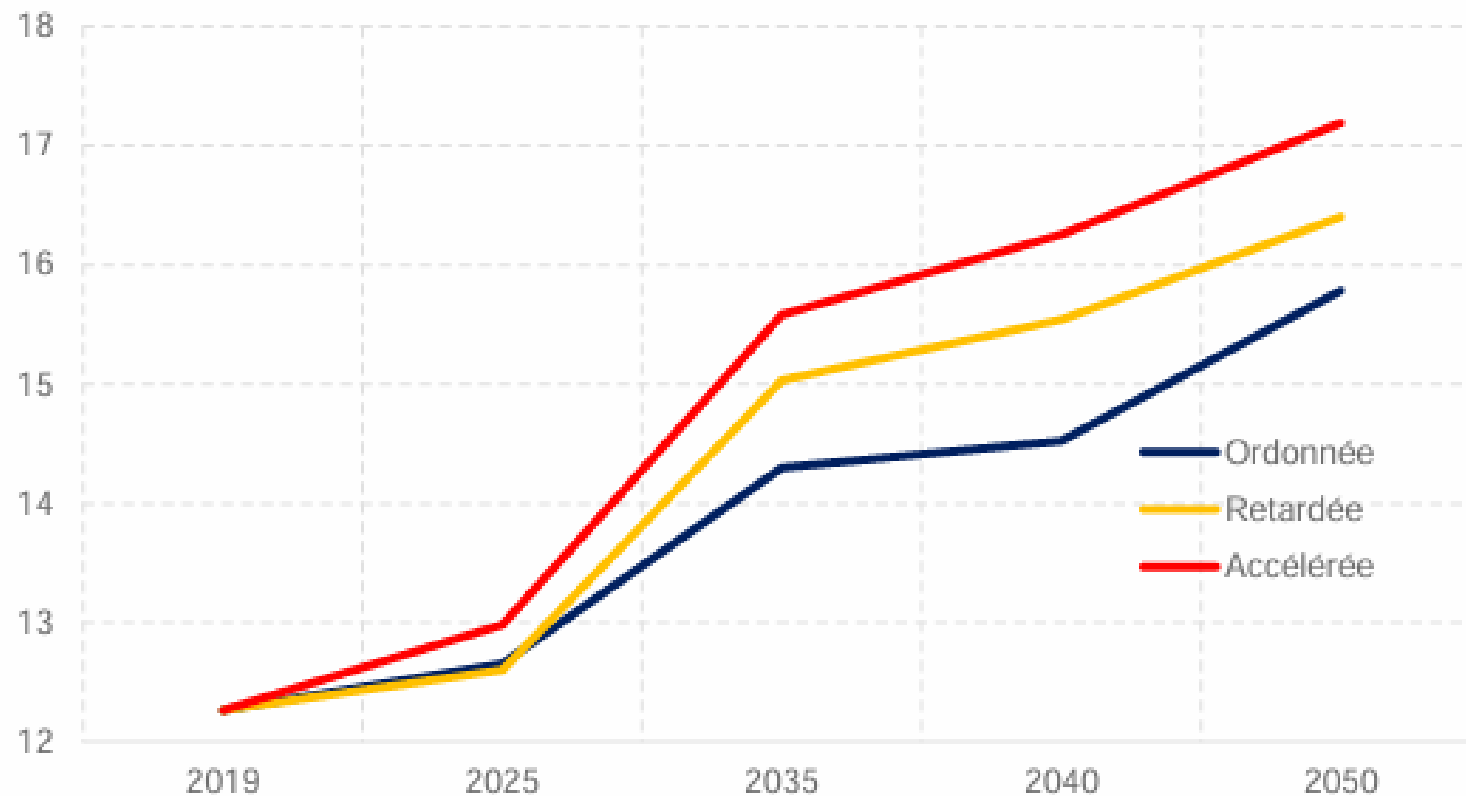
# ÉVALUER L'IMPACT DU CLIMAT SUR LE RISQUE DES CRÉDITS IMMOBILIERS



Note : Les organismes de cautionnement sont principalement détenus, individuellement ou collectivement, par les banques.  
Sources : I4CE et Banque de France.

# ESTIMATION DE L'IMPACT POTENTIEL FUTUR DU RISQUE DE CRÉDIT POUR LES BANQUES FRANÇAISES

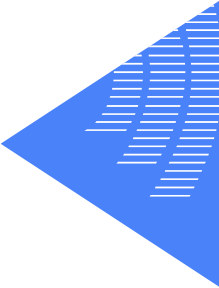
Graphique 4 – Évolution du coût du risque annuel des 6 principaux établissements bancaires



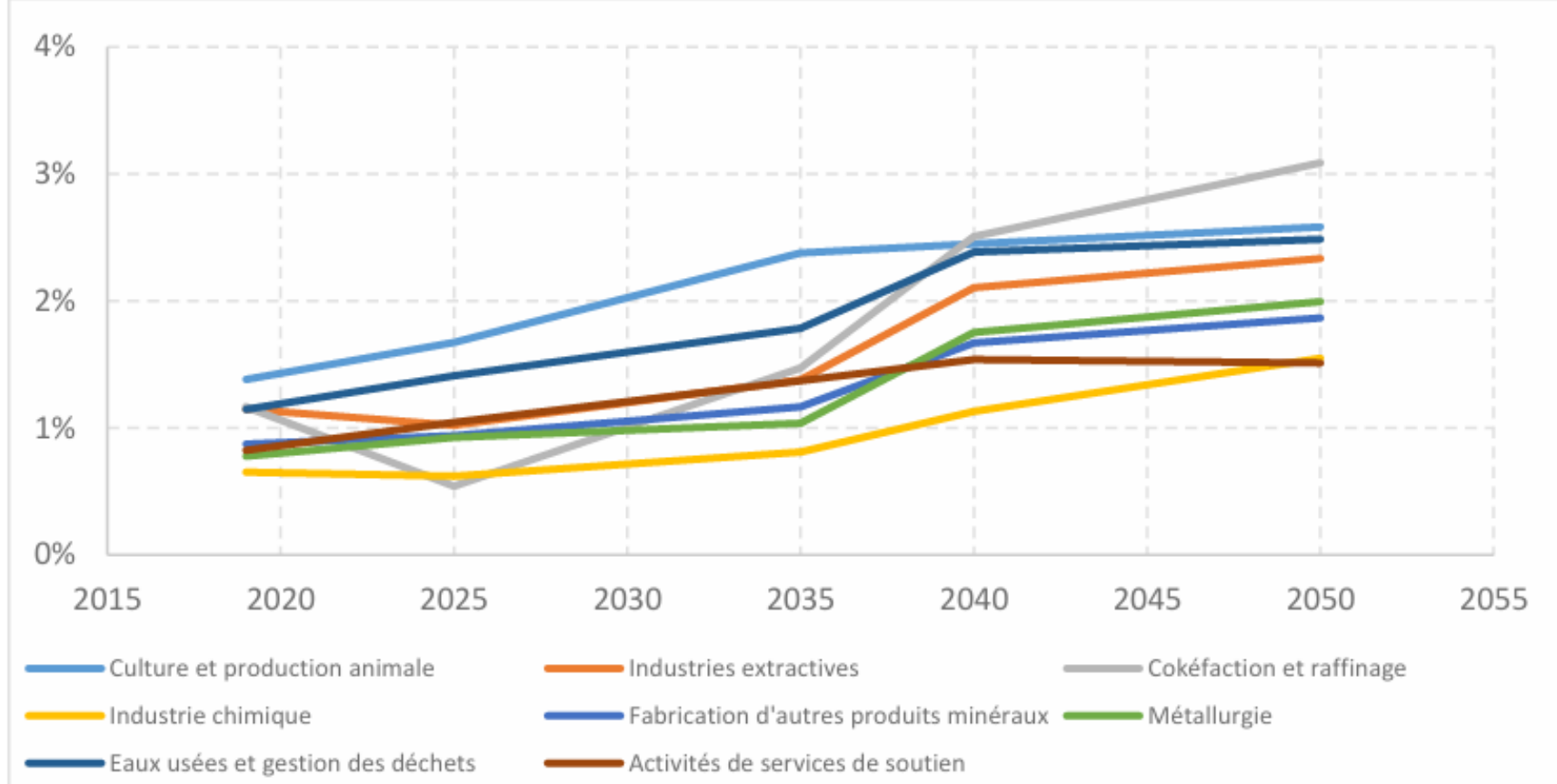
Note : données en points de base. Le coût annuel du risque de crédit est calculé en divisant les flux totaux de provisions annualisés pour chaque intervalle de temps par la moyenne des expositions sur ce même pas de temps. Les chiffres présentés correspondent à l'agrégat des 6 principales banques françaises participant à l'exercice toutes zones géographiques confondues. Dans le scénario de transition accélérée, le coût du risque de crédit annuel est de 17,2 bps en 2050 contre 15,8 bps dans le scénario de transition ordonnée (+8,9 %).

Source : ACPR

# LA MONTÉE DU RISQUE DE CRÉDIT ASSOCIÉ À LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS-CARBONE



Graphique 6 – Probabilités de défaut « point in time » par secteur d'activité économique



**Note :** le graphique ci-dessous représentée la moyenne pondérée (par les expositions pour chaque secteur) des probabilités de défaut à un an par secteur des 6 principaux groupes bancaires français.

Source : ACPR

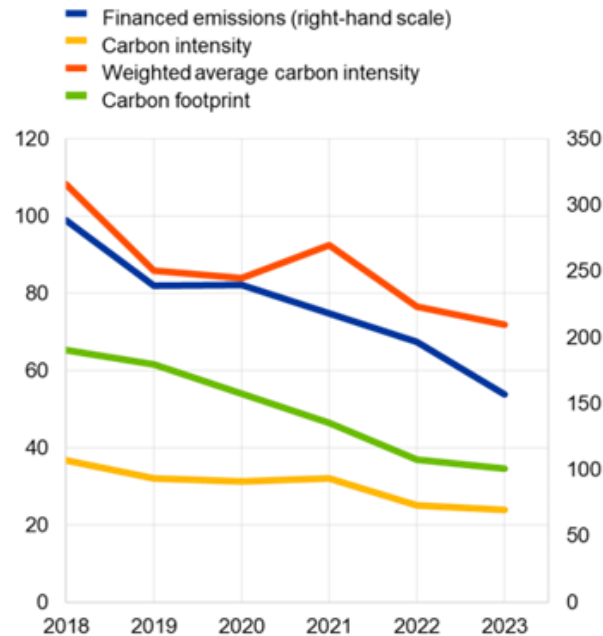
# UN PREMIER INDICATEUR : LA BAISSÉ DE LA PART DES PRÊTS CARBONÉS DANS LES BANQUES

## Graphique 2

Indicateurs relatifs aux émissions de carbone pour les portefeuilles de prêts et de titres des banques de la zone euro au niveau des groupes consolidés

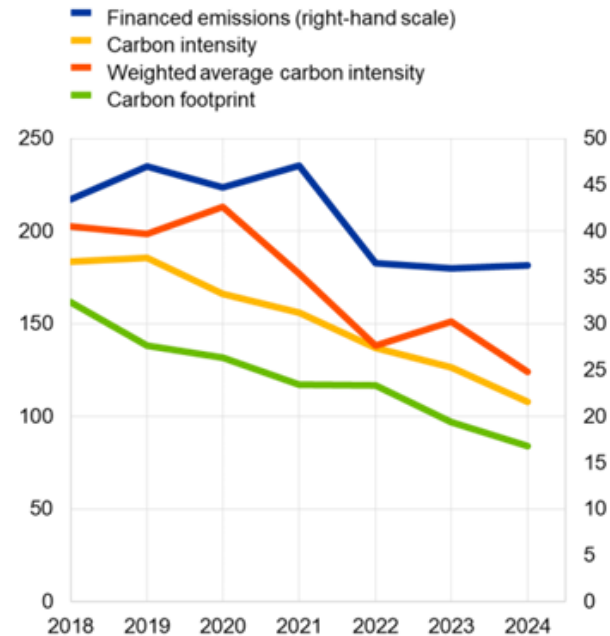
### a) Portefeuilles de prêts

(échelle de droite : en millions de tonnes d'émissions de *scope 1* équivalent CO<sub>2</sub>,  
échelle de gauche : en tonnes d'émissions de *scope 1* équivalent CO<sub>2</sub> par million  
d'euros de chiffre d'affaires)



### b) Portefeuilles de titres

(échelle de droite : en millions de tonnes d'émissions de *scope 1* équivalent CO<sub>2</sub>,  
échelle de gauche : en tonnes d'émissions de *scope 1* équivalent CO<sub>2</sub> par million  
d'euros de chiffre d'affaires)



Sources : Calculs du SEBC sur la base des données provenant d'Anacredit, du registre des données relatives aux institutions et aux filiales, des statistiques sur les détentions de titres par secteur et des *Institutional Shareholder Services* (services aux actionnaires institutionnels).

Notes : « *Securities* » inclut les actions cotées et les titres de créance. « *Banks* » n'inclut pas les banques centrales. La moyenne pondérée de l'intensité en carbone est corrigée de l'inflation et du taux de change.

4.

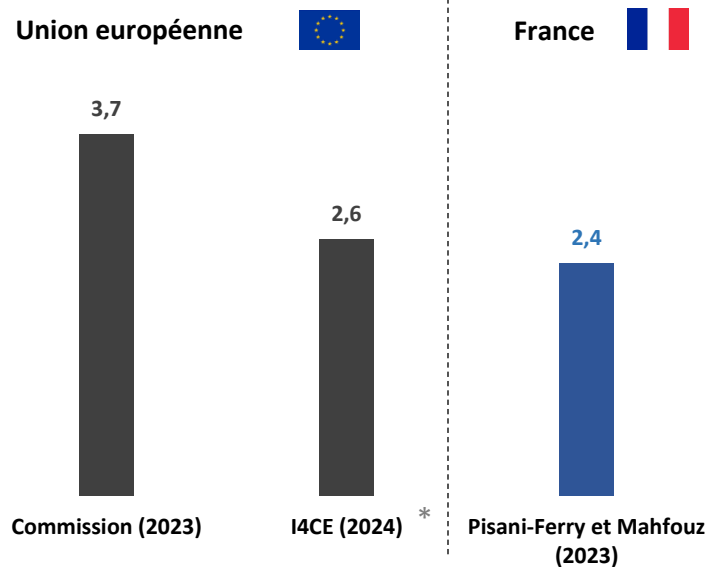
3

**LA FINANCE DURABLE:  
FINANCER LA TRANSITION  
VERS UNE ÉCONOMIE BAS  
CARBONE**

# CAPACITÉ DE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Muscler l'Union des Marchés de Capitaux avec un objectif très clair : débloquer les financements pour les transformations européennes, dans une logique d'allocation

Quelques estimations des besoins de financement pour la transition environnementale  
(en % de PIB courant 2023)



\*L'estimation IACE concerne les secteurs des transports, du bâtiment et de l'énergie.

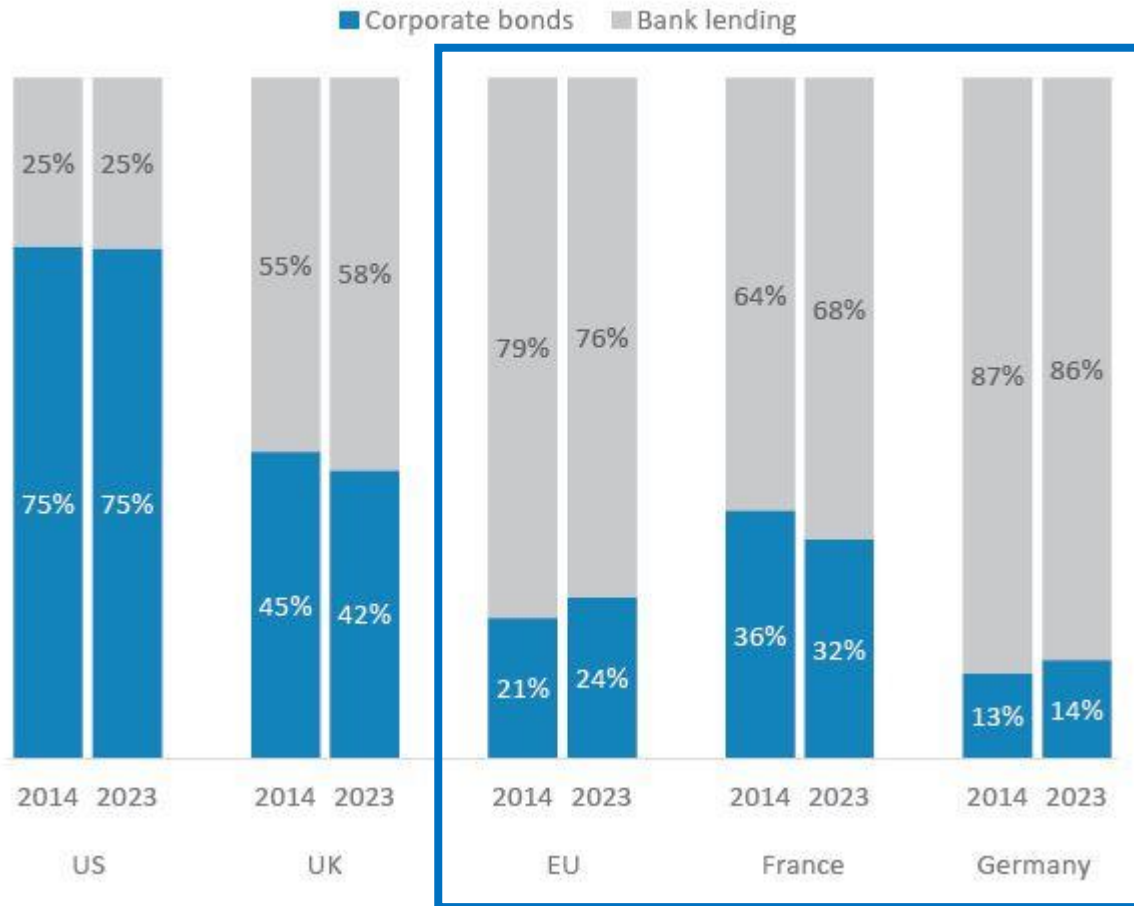
Capacité de financement de l'Union européenne  
(en % du PIB)



Sources : Eurostat, calculs BDF.

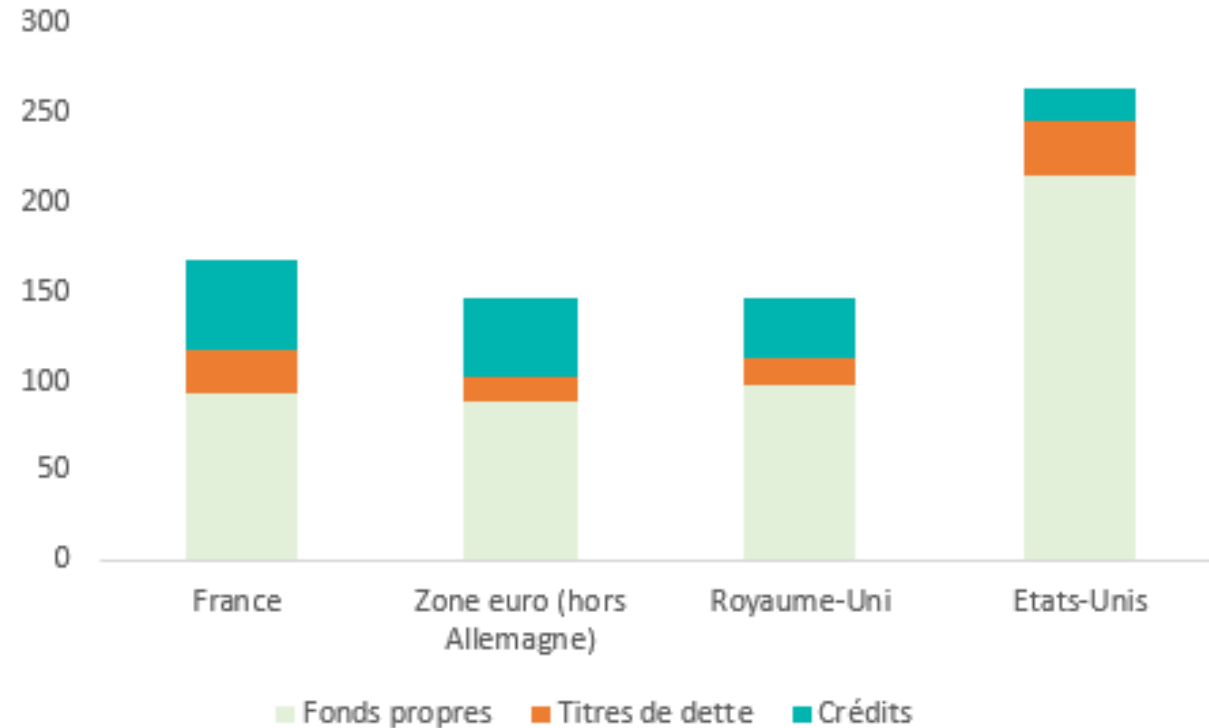
# LE FINANCEMENT BANCAIRE EST DOMINANT EN UE

Parts des financements bancaire et de marché (% sur le total)



Source: [New Financial 2024](#)

Structure de financement des Sociétés non-financières, 2024 T3 (% du PIB)



Note : Données au T3 2024.

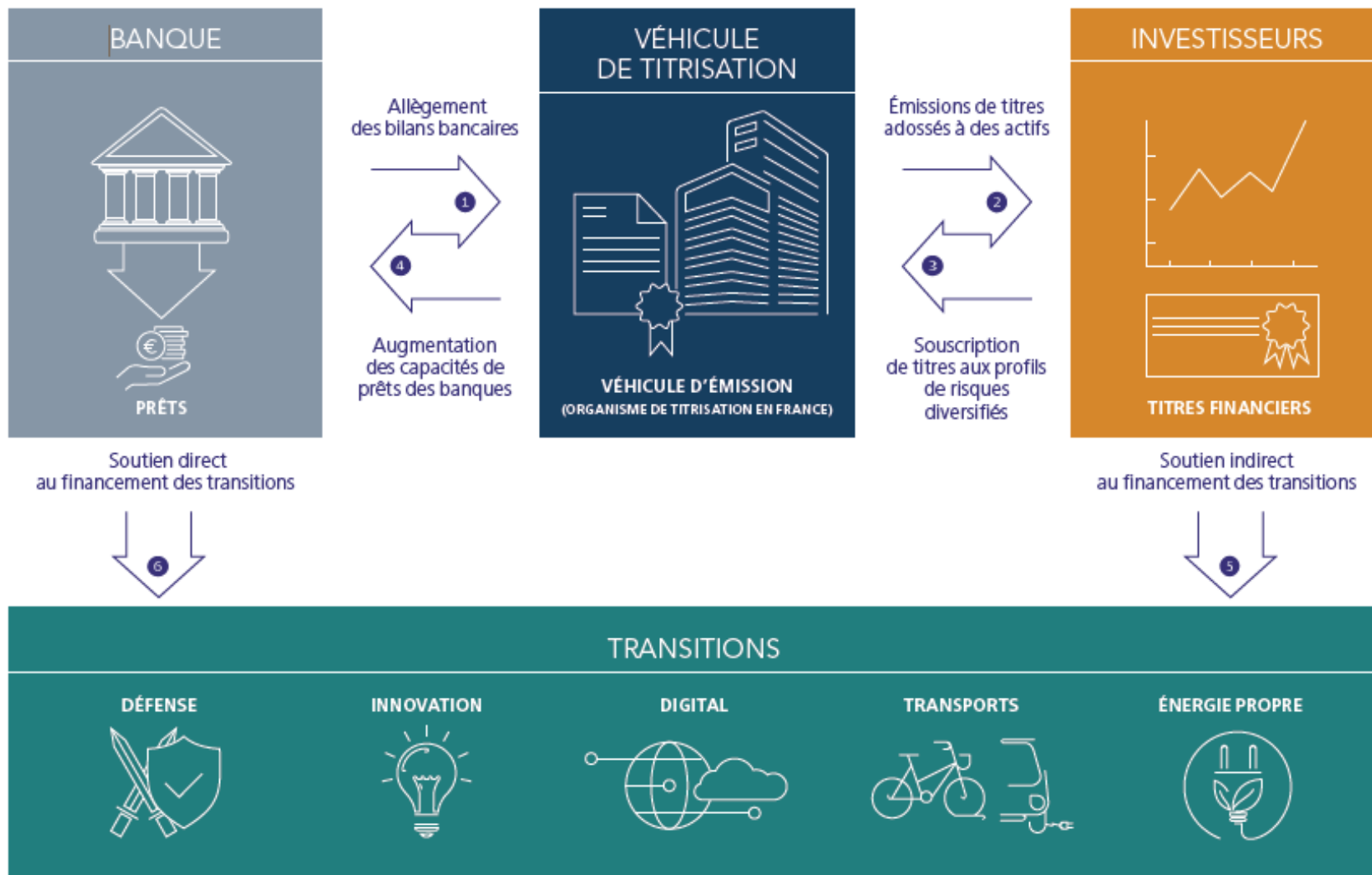
Sources : Banque de France, BCE, OCDE, Réserve fédérale (Fed).

Source: [IMF, 2024](#)

# RELANCER LA TITRISATION POUR FINANCER LA TRANSITION

009

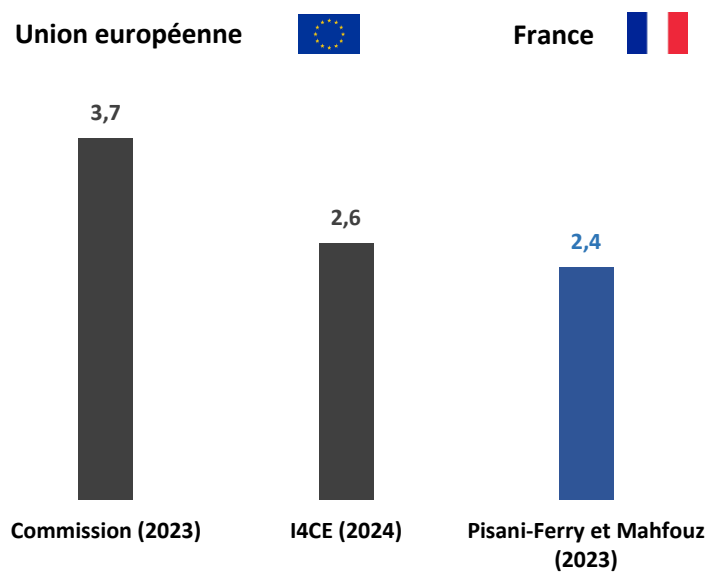
**MDS €**  
d'investissements  
additionnels  
pour le financement  
des transitions



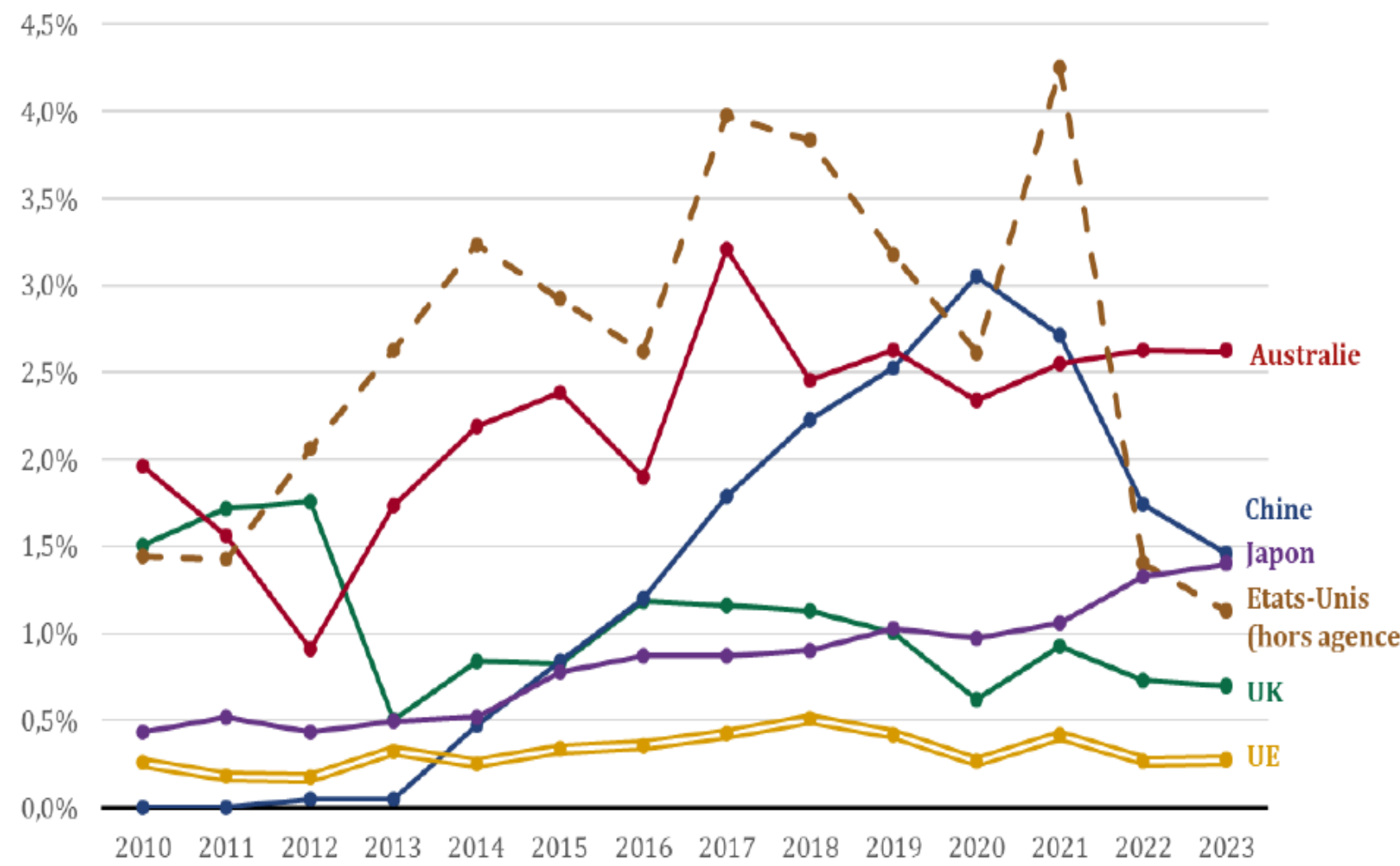
# ÉMISSIONS ANNUELLES D'ACTIFS TITRISÉS EN PART DE PIB (2010-2023)



Quelques estimations des besoins de financement pour la transition environnementale (en % de PIB courant 2023)



\*L'estimation IACE concerne les secteurs des transports, du bâtiment et de l'énergie.

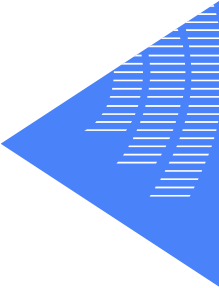


Source : AFME, 2023

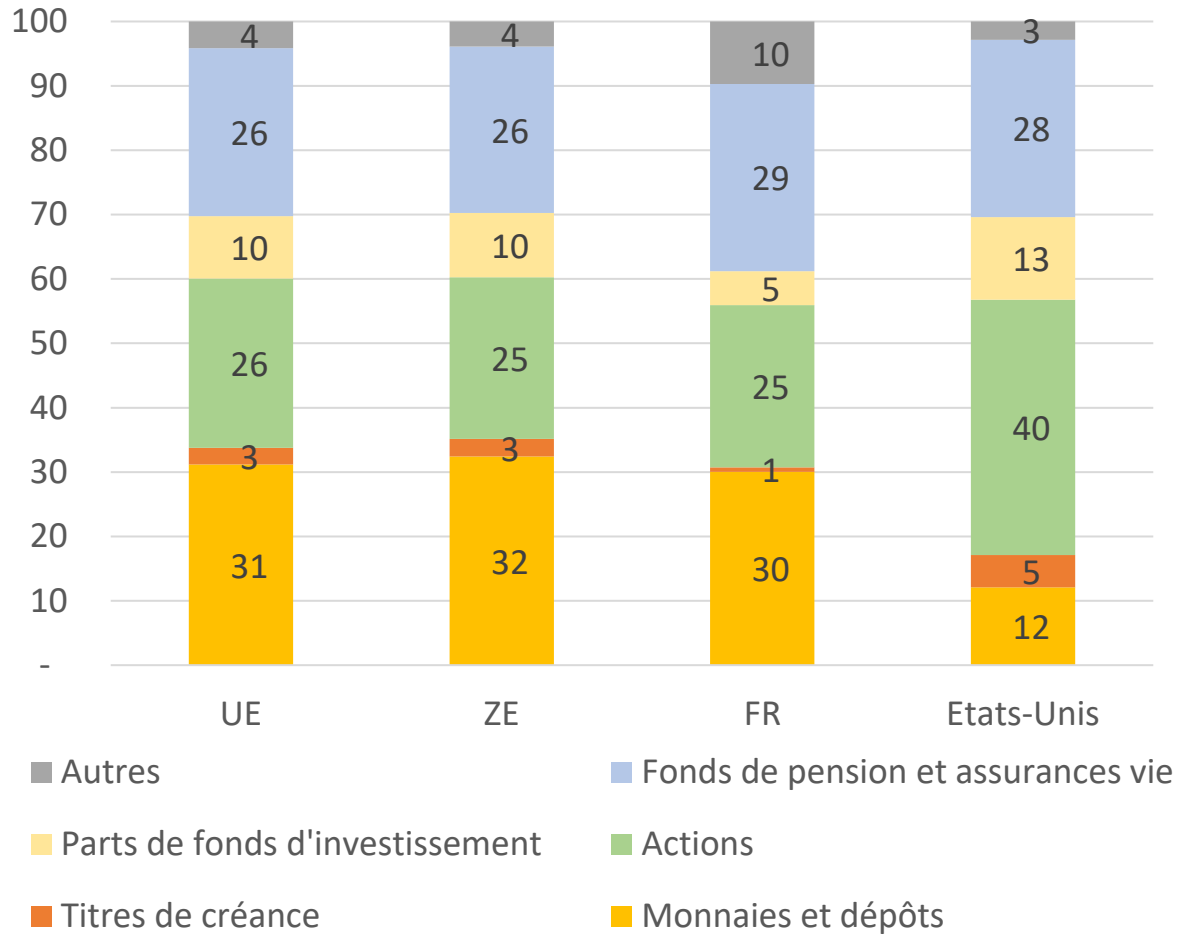
# RELANCER LA TITRISATION POUR AUGMENTER LA CAPACITÉ DE FINANCEMENT BANCAIRE

- Augmentation de la capacité de financement des banques résultant :
  - Des facilités de refinancement offertes par un recours plus développé à la titrisation 'cash'
  - D'une gestion des risques et des fonds propres facilitée par un recours accru aux opérations incluant transfert de risque significatif
  - De l'analyse systématique de la solidité et du bien-fondé de ces opérations par le superviseur compétent
- Ajuster le cadre prudentiel bancaire européen pour :
  - Impliquer davantage les banques originatrices dans le suivi de la qualité des actifs sous-jacents
  - Assouplir les conditions d'éligibilité à des ratios de liquidité des tranches senior (moins risquées)
- Envisager une plateforme commune de titrisation pour élargir la base d'investisseurs

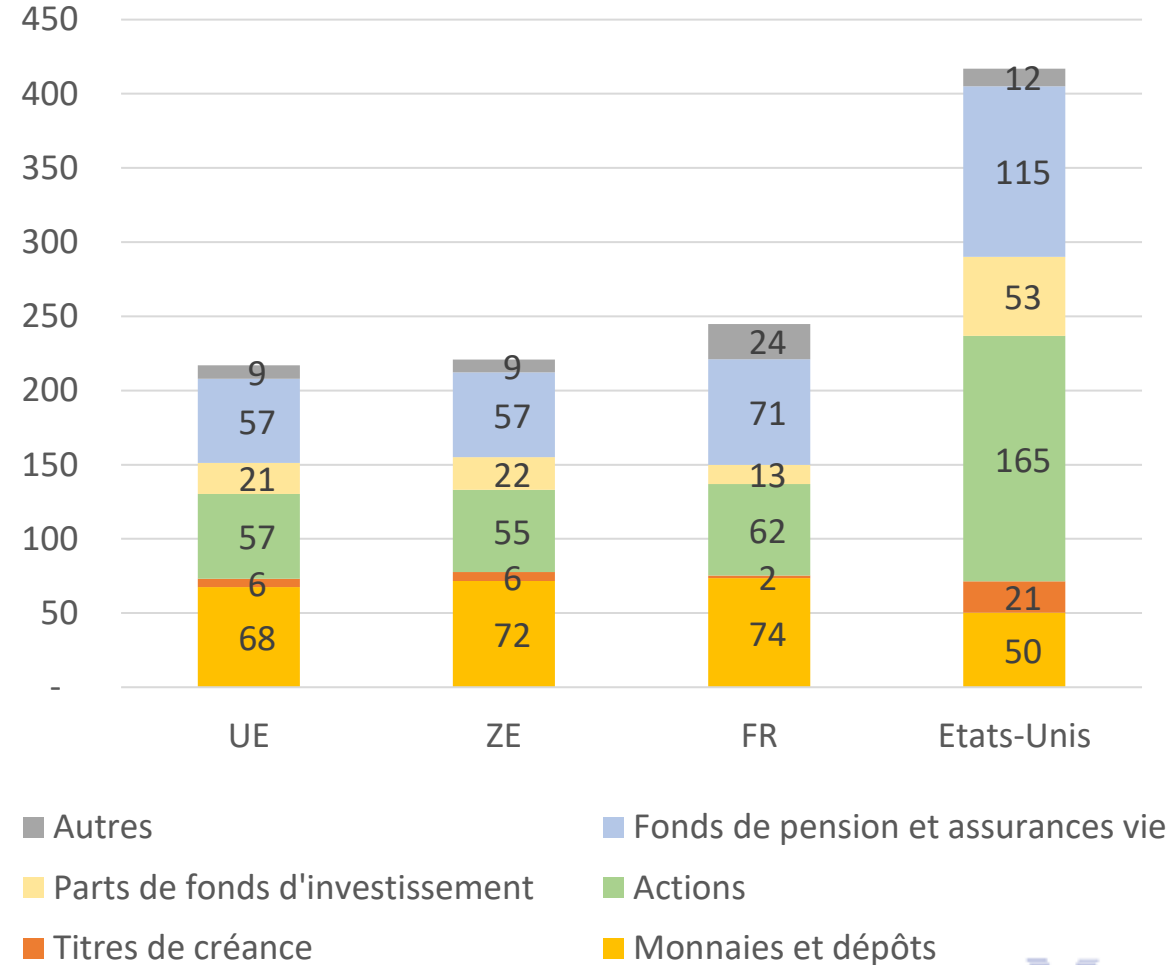
# DES MÉNAGES EN EUROPE PLUS AVERSES AU RISQUE QU'ÀUX ÉTATS-UNIS



Avoirs financiers des ménages : % sur le total



Avoirs financiers des ménages : % du PIB



Source: CEPS, 2024

# FINANCEMENT NON BANCAIRE EN FRANCE : RÔLE CLÉ DES ASSUREURS

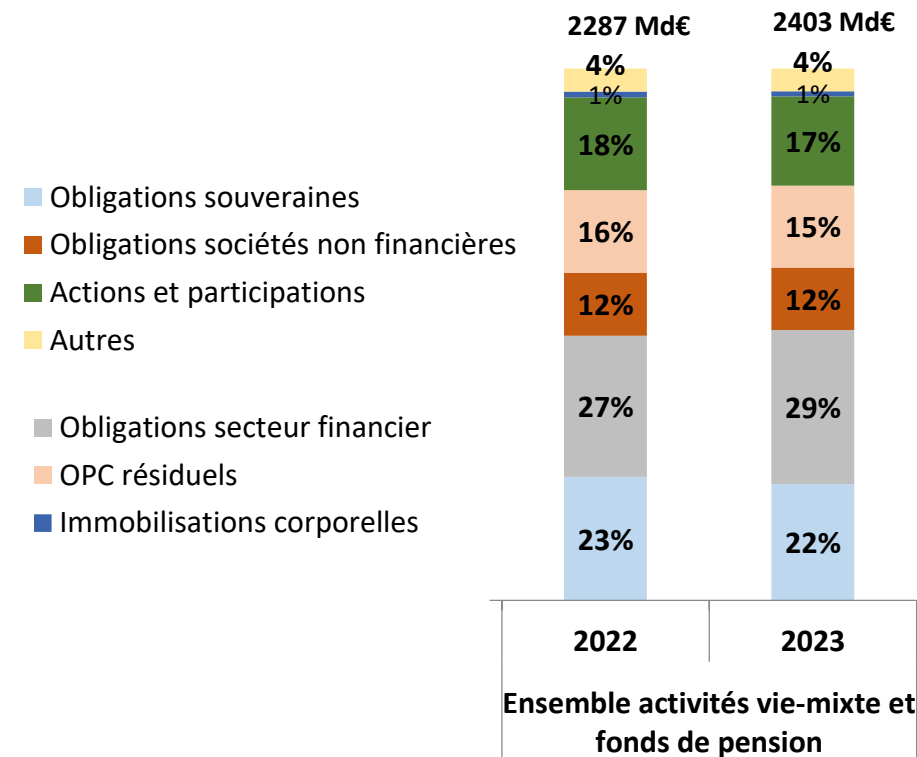
## Une politique d'allocation des actifs orientée sur le financement à long terme de l'économie

- Encours des assurances vie et mixte + Fonds de pension = environ 2 400 Mds€ (dont 92% des assureurs)
- 33% de leurs placements (presque 800 Mds€) contribue directement au financement des entreprises : actions, fonds actions, obligations SNF
- Stable dans le temps, peu sensible aux cycles et capable d'assumer des risques sur le long terme

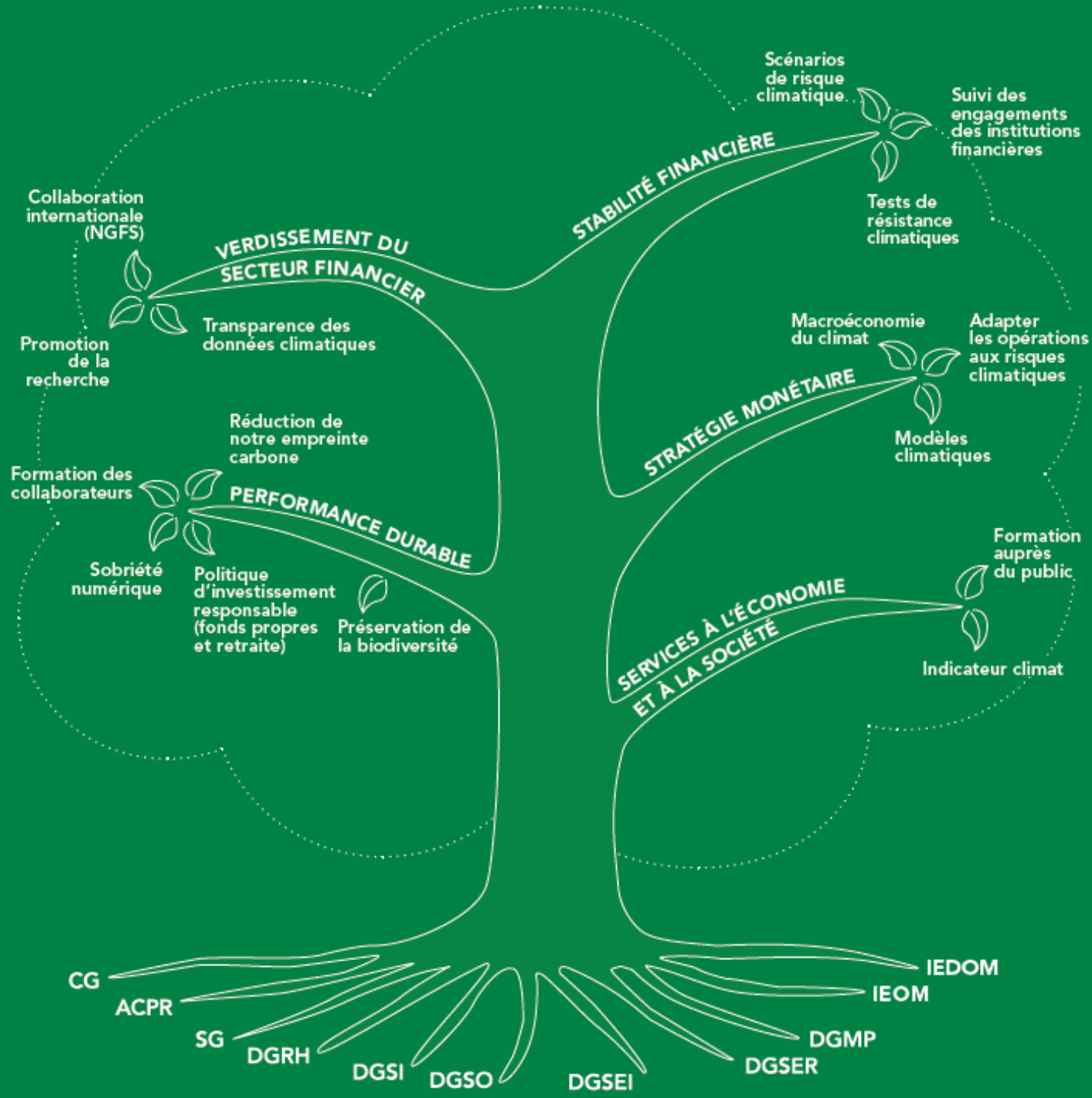
## Des évolutions réglementaires récentes qui confortent cette politique

- Loi Industrie verte (2023) → nouveaux instruments d'épargne
  - ✓ Obligation de gestion par profil + part minimale d'actifs non cotés dans les contrats d'assurance vie et de retraite supplémentaire
  - ✓ Plan d'Epargne Avenir Climat: format d'assurance vie ou de compte-titres + capital non garanti/gestion pilotée par horizon
- Revue de Solvabilité 2 : dispositif LTEI (Long Tterm Equity Investment : charge en capital réduite pour les assureurs investissant à LT)

Ventilation des placements des assureurs vie et fonds de pension français par type d'actifs (après mise en transparence des OPC - organismes de placements collectifs)



Source: Banque de France - ACPR



# LA PRISE EN COMPTE DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE DANS L'ACTION DE LA BANQUE DE FRANCE